

## RAPPORT DE FIN D'ANNEE 2018

LOI N° 2017-40 DU 29 DÉCEMBRE 2017 PORTANT LOI DE FINANCES POUR LA GESTION 2018





# Table des matières

LIS	te d	des tableaux
List	te d	des figures5
INT	RC	DDUCTION
BR	EF	APERCU DE8
I- L	A S	SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN
A.		ésentation des différences entre hypothèses acro-économiques initiales et résultats réels8
B.	Di	scussion narrative des écarts de réalisation9
		ALYSE DE LA MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE FEN 2018
A.		ésentation des recettes fiscales et justification des écarts de alisation11
	1.	Réalisation des recettes fiscales brutes
	2.	Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie
B.		ésentation des recettes non fiscales et justification des écarts e réalisation15
	1.	Réalisation des recettes non fiscales
	2.	Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales
C.		ésentation des autres recettes budgétaires et justification des arts de réalisation
	1.	Réalisation des autres recettes budgétaires18
	2.	Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires
		NALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT POUR
A.	Sit	tuation d'exécution des dépenses du budget général de l'Etat20
	1.	Dépenses ordinaires
	2.	Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires . 21
	3.	Dépenses d'investissement
	4.	Discussions narratives sur l'exécution des dépenses

	d'investissement23
B.	Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB24
C.	Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale
D.	Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives)25
IV-	SOLDE D'EXECUTION DU BUDGET ET SITUATION D'EXECUTION
DE	S OPERATIONS DE TRESORERIE
A.	Déficit budgétaire
B.	Point sur les charges de trésorerie
C.	Financement du déficit et couverture des charges de trésorerie (nouveaux emprunts publics)29
D.	Synthèse d'exécution de la loi de finances
V- 9	SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE32
VI-	PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES
PA	R CLASSIFICATION
A.	Classification administrative et économique
B.	Classification fonctionnelle
C.	Classification programmatique
	NIVEAU DE FINANCEMENT ET D'EXECUTION DES DEPENSES O-PAUVRES : DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES45
D'A	I- NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE DANS LES NISTERES
СО	NCLUSION

# Liste des tableaux

rableau n°i:	réels obtenus pour l'année 2018	.8
Tableau n°2 :	Réalisation des recettes fiscales entre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)	12
Tableau n°3 :	Réalisation des recettes non fiscales entre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)	15
Tableau n°4 :	Réalisation des autres recettes budgétaires entre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)	18
Tableau n°5 :	Exécution des dépenses ordinaires au 31 décembre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)	21
Tableau n°6 :	Tableau n°6 : Exécution des dépenses d'investissement entre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)	23
Tableau n°7 :	Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale à fin décembre 2018 (en millions de FCFA)	24
Tableau n°8 :	Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2018 (en FCFA)	26
Tableau n°9 :	Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2018 (en millions de FCFA)	29
Tableau n°10	: Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie (nouveaux emprunts) par nature en 2017 et 2018 (en millions de FCFA)	30
Tableau n°11 :	: Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2018 (en millions de FCFA)	31
Tableau n°12	: Evolution de l'encours de la dette (en millions de FCFA) et du taux d'endettement public entre 2017 et 2018	33
Tableau n°13	: Service assuré de la dette publique en 2018 (en millions de FCFA)	34
Tableau n°14	: Point des nouveaux engagements en devises en 2018 (en millions de FCFA)	34
Tableau n°15	: Point des nouveaux engagements en monnaie locale en 2018 (en millions de FCFA)	35
Tableau n°16	: Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique en 2018	36



Tableau n°17	dépenses en 2018 (en millions de FCFA)	3
Tableau n°18	: Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2018 par fonction (en millions de FCFA) <b>4</b>	Л
Tableau n°19	: Classification programmatique des dépenses du budget de l'Etat, gestion 2018 à fin décembre (en millions de FCFA)	2
Tableau n°20	: Exécution des dépenses pro-pauvres en 2018 (en millions de FCFA)	7
Tableau n°21	: Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2018 (en millions de FCFA)	0

# Liste des figures

Figure n°1:	Exécution des dépenses budgétaires de la loi de	
	Finances 2018 par Institution de l'Etat (en millions de	
	FCFA)	40
Figure n°2:	Exécution des dépenses budgétaires de la loi de	
	Finances 2018 par ministère de l'Etat (en millions de	
	ECEA)	<i>/</i> .∩

## INTRODUCTION

Pour la mise en œuvre de sa politique de développement socioéconomique, le Gouvernement élabore chaque année, une loi de finances. Document législatif retraçant l'ensemble des ressources et des charges de l'Etat pour une année civile, elle donne les moyens au pouvoir exécutif de réaliser ses ambitions.

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2018 s'est déroulée dans un environnement aussi bien favorable à la collecte des ressources qu'à la consommation des crédits, notamment ceux d'investissements.

Le présent rapport dont l'objectif est de satisfaire aux attentes légitimes de reddition de comptes aux citoyens, contribuables et bénéficiaires des interventions publiques, trouve juridiquement son fondement dans le décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin, notamment en ses articles 46 et 55, même si sa production est fortement recommandée par les institutions financières internationales.

Il présente un contenu enrichi qui apporte, à titre illustratif et à travers huit (08) sections, des éléments adéquats à toutes les expressions de besoins des acteurs de la société civile, des élus locaux et des partenaires techniques et financiers lors du séminaire national de formation sur le processus budgétaire et le décryptage du contenu de la loi de finances de l'année organisé en mai 2019 à Cotonou.

La section n°1 rappelle le cadre macro-économique et présente la situation réelle des principaux indicateurs macroéconomiques à l'atterrissage en comparaison aux projections faites en début d'année.

La section n°2 consolide les informations sur le financement des dépenses de l'Etat en 2018. Elle comprend l'analyse du

## INTRODUCTION

comportement des différents droits et taxes pendant l'année 2018 et compare la performance 2018 à celle de 2017.

La section n°3 fait le point commenté sur l'exécution des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissements des administrations publiques pour l'année 2018 tout en mettant en relief les ajustements intervenus en cours d'année dans les budgets des ministères dépensiers.

La section n°4 présente le déficit budgétaire et retrace le niveau de mobilisation des ressources et d'exécution des charges de trésorerie.

La section n°5, quant à elle, traite fondamentalement de la dette publique, de sa composition et des indicateurs clés du portefeuille de la dette publique (dette intérieure et extérieure) à fin 2018.

La section n°6 se consacre à la présentation des dépenses de l'Etat suivant les quatre (04) classifications internationales (administrative, économique, programmatique et fonctionnelle).

La section n°7 présente les politiques destinées directement aux populations les plus pauvres du pays et leur niveau d'exécution en 2018

La section n°8 renseigne sur l'exécution des politiques publiques et l'atteinte des objectifs de performance des ministères (synthèse des grandes réalisations et niveau des indicateurs de performance des programmes budgétaires).

01

### **BREF APERCU DE**

## LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN

Cette partie du rapport présente, dans un premier temps, la situation réelle des principaux indicateurs macro-économiques en comparaison aux projections faites en début d'année. En un second temps, elle est consacrée à l'analyse des écarts entre prévisions initiales et les estimations des résultats obtenus sur la période sous revue.

## A. Présentation des différences entre hypothèses macro-économiques initiales et résultats réels

Les principales hypothèses macro-économiques et leurs résultats sont consignés dans le tableau ci-après :

**Tableau n°1 :** Hypothèses macro-économiques de départ et résultats réels obtenus pour l'année 2018

Agrégats macro-économiques	2016	2017	Prévisions initiales 2018¹ (A)	Estimations 2018² (B)	Ecart (B)-(A)
Taux de croissance (%)	4,0	5,8	6,0	6,8	0,8
Croissance secteur primaire (%)	10,7	7,3	6,0	5,6	-0,4
Croissance secteur secondaire (%)	2,6	10,5	6,9	6,7	-0,2
Croissance secteur tertiaire (%)	3,8	3,0	5,7	7,5	1,8
Taux d'inflation (%)	-0,8	0,1	2,0	-0,8	-2,8
Balance commerciale en % du PIB	-11,4	-13,0	-6,3	-11,6	-5,3
Balance courante en % du PIB (-=déficit)	-9,4	-11,6	-6,3	-10,5	-4,2

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2018-2020, DGAE, avril 2017 <a href="http://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2018/07/dpbep-2018-2020.pdf">http://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2018/07/dpbep-2018-2020.pdf</a>

Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2019-2021 (Annexe), septembre 2018 <a href="http://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2019/01/Annexe-au-DPBEP-2019-2021.pdf">http://budgetbenin.bj/wp-content/uploads/2019/01/Annexe-au-DPBEP-2019-2021.pdf</a>

Agrégats macro-économiques	2016	2017	Prévisions initiales 2018¹ (A)	Estimations 2018 <sup>2</sup> (B)	Ecart (B)-(A)
Balance globale en % du PIB	-3,3	-3,0	1,2	-1,7	-2,9
Investissement en % du PIB	24,6	28,4	27,4	28,4	1
Investissement public en % du PIB	5,9	9,1	7,6	8,7	1,1
Encours de la dette publique en % du PIB	49,5	54,3	54,4	56,6	2,3
Ratio du solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,0	-5,9	-4,0	-4,0	0,0
Taux de pression fiscale	12,6	13,2	14,1	14,0	-0,1

#### B. Discussion narrative des écarts de réalisation

La situation économique du Bénin en 2018 indique un taux de croissance de 6,8% sur une prévision initiale de 6,0% contre 5,8% en 2017. L'amélioration plus que prévue notée du rythme de développement des activités économiques est portée par :

- l'accroissement de la production vivrière et des performances historiques de la production cotonnière estimées à 21,6% (726 831 tonnes pour la compagne 2018-2019 contre 597 986 tonnes pour celle de 2017-2018). La hausse de la production est induite par celle du nombre des producteurs, un meilleur encadrement des agriculteurs et une amélioration de la gouvernance de la filière, notamment la disponibilité et l'accessibilité à temps des intrants agricoles.
- (ii) le bon élan dans le secteur secondaire qui est caractérisé par la mise en œuvre effective du volet infrastructure du Programme d'Actions du Gouvernement, le développement des activités dans les industries agroalimentaires et manufacturières, l'amélioration de l'offre énergétique avec pour corollaire la bonne marche des activités économies ; et,
- (iii) la bonne performance dans les télécommunications (environ 135,5% du trafic data en Mégaoctets des opérateurs GSM),

la reprise des activités de service et des transports (comme par exemple, la hausse de près de 10,0% du trafic au Port Autonome de Cotonou à fin décembre 2018) et enfin le développement des activités de commerce, d'hôtellerie et de restauration suite aux performances enregistrées dans les secteurs primaire et secondaire de même que les entrées touristiques.

Le taux d'inflation, mesuré par le niveau général des prix, s'est établi à -0,8% en 2018 sur une prévision initiale de 2%. La baisse nette observée du niveau général des prix (-2,8 points de pourcentage par rapport à la prévision et de -0,9 point de pourcentage par rapport à 2017) s'explique par l'amélioration de la production vivrière en 2018. Le résultat en termes du niveau des prix inscrit le taux d'inflation sous la barre des 3,0% retenue dans le cadre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité au sein des pays membres de l'UEMOA.

La situation secteur extérieur montre que le déficit structurel commercial est maîtrisé en 2018 grâce à un rythme de croissance plus important des exportations (+1,6 point de pourcentage en 2018) que celui des importations (seulement +0,2 point de pourcentage en 2018).

L'écart négatif constaté de **5,3 points de pourcentage** par rapport à la prévision initiale de -6,3% en 2018 est lié au rythme d'accroissement des importations.

Avec la poursuite de l'afflux de capitaux étrangers publics et privés, le niveau du déficit de la balance globale est amélioré et s'affiche à -1,7% du PIB en 2018 contre -3,0% du PIB en 2017.

02

### **ANALYSE DE LA**

# MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT EN 2018

Les recettes du budget de l'Etat comprennent des produits issus : (i) des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) et de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) ; (ii) du FNRB et des autres budgets ; (iii) des comptes d'affectations spéciales ; et, (iv) des autres recettes (dons budgétaires et fonds de concours et recettes assimilées).

Les produits de recettes budgétaires totales enregistrées en 2018, s'élèvent à 1 153 621,8 millions de FCFA contre 1 002 335,7 millions FCFA en 2017, en augmentation de 151 286,1 millions FCFA. Rapportés à la prévision annuelle de 1 135 609 millions de FCFA en 2018, il se dégage un taux de recouvrement de 101,6%.

La performance ainsi enregistrée en 2018 (+1,6 point de pourcentage par rapport à la prévision initiale et +2,1 points de pourcentage par rapport à 2017) est le fruit des actions engagées par le Gouvernement en faveur de la simplification des procédures de paiement d'impôts et taxes, de la lutte contre le non-paiement ou le détournement d'impôts par une partie des contribuables et du renforcement des moyens des services de collecte des impôts et droits comme la douane et les impôts.

### A. Présentation des recettes fiscales et justification des écarts de réalisation

#### 1. Réalisation des recettes fiscales brutes

Composées des produits de recettes de l'administration des Impôts et des services de la Douane, les recettes fiscales brutes pour l'année 2018 atteignent globalement 888 892,9 millions de FCFA, soit un taux de recouvrement de 102,1% des prévisions annuelles. En glissement annuel, elles connaissent un accroissement

de 179 477,2 millions de FCFA par rapport aux réalisations de l'année 2017 estimées à 709 416 millions de FCFA, soit un taux de progression de 25,3%.

Le développement des produits de recettes recouvrées, par régie et par source en 2018, au titre des recettes fiscales est présenté dans le tableau 2 ci-après :

Tableau n°2: Réalisation des recettes fiscales entre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2017			2018			Ecarts	Variation (%)
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		(79)
D	irection Gé	nérale des D	ouanes	et des Droits	s Indirects (D	GDDI)		
Total DGDDI	380 500	312 253,2	82,1	400 500	378 869,3	94,6	66 616,1	21,3
I- Recettes fiscales	372 500	306 389,2	82,3	397 000	374 331,3	94,3	67 942,1	22,2
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)	186 610	120 544,0	64,6	157 930	168 850,3	106,9	48 306,3	40,1
2- Droits et taxes à l'importation (Droit de douane, redevance informatique, taxe sur la circulation des véhicules, taxe hydrocarbures, redevance statistique, ajustement, sécurité et assainissement, etc.)	138 085	151 656,0	109,8	180 551	167 639,0	92,8	15 983,0	10,5
<b>3- Droits et taxes à l'exportation</b> (Taxe spécifique réexportation, contribution à la recherche agricole, etc.)	1 080	7 368,2	682,2	13 254	11 207,0	84,6	3 838,8	52,1
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)	46 725	26 821,0	57,4	45 265	26 635,0	58,8	-186,0	-0,7
II-Recettes non fiscales (Produits vente douane, amendes et confiscations douanières brute, etc.)	8 000	5 864,0	73,3	3 500	4 538,0	129,7	-1 326,0	-22,6

Nature des recettes budgétaires	2017			2018		Ecarts	Variation (%)	
Duagetailes	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		(70)
		Direction G	énérale	des Impôts	(DGI)			
Total DGI	415 200	403 026,5	97,1	473 400	514 561,6	108,7	111 535,1	27,7
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	131 950	104 325,7	79,1	143 800	135 634,3	94,3	31 308,6	30,0
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	69 500	63 954,4	92,0	72 900	73 292,9	100,5	9 338,5	14,6
3- Impôts sur les Biens et Services	207 950	229 341,4	110,3	251 200	300 465,5	119,6	71 124,1	31,0
4- Impôts sur la Propriété	1 000	1 015,2	101,5	1 500	565,6	37,7	-449,6	-44,3
5- Autres Recettes Fiscales	4 800	3 174,6	66,1	4 000	3 542,1	88,6	367,5	11,6
6- Recettes fiscales diverses (majorations et pénalités)	0	1 215,2	-	0	1 061,2	-	-154,0	-12,7
Total recettes DGDDI+DGI	795 700	715 279,7	89,9	873 900	893 430,9	102,2	178 151,2	24,9
Total recettes fiscales brutes	787 700	709 416	90,1	870 400	888 892,9	102,1	179 477,2	25,3

Source: Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018.

## 2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes fiscales par régie

Au niveau des douanes, en dépit du niveau de réalisation en deçà des prévisions annuelles, leur niveau de recouvrement s'est amélioré de +13,2 points de pourcentage par rapport à l'année 2017, correspondant à un taux d'accroissement de 21,3%.

Cette situation reluisante au niveau des douanes traduit les effets positifs des réformes en cours à savoir : (i) mise en œuvre de la valeur transactionnelle pour certains produits ; (ii) suivi électronique des marchandises en transit ; (iii) lutte contre les déversements frauduleux de marchandises ; (iv) extension de la migration de SYDONIA Word à toutes les unités douanières, etc.

Toutefois, l'écart de réalisation (-5,4 points de pourcentage) des prévisions de recettes des douanes est lié au mauvais comportement de certains produits en 2018 comme l'huile de palme, les grues, le riz, le sucre, les pâtes alimentaires, l'huile d'arachide et les poissons réfrigérés qui, en 2017, étaient pourvoyeurs de recettes importantes. Par ailleurs, l'installation et la mise en service au Nigéria d'usines locales de production de certains produits manufacturés autrefois importés via le port du Bénin ont également été sources de difficultés de réalisation effective de recettes douanières en 2018.

Pour une amélioration continue des recettes voire l'atteinte des objectifs annuels, la DGDDI devra continuer le renforcement des capacités de l'administration douanière aux fins d'appréhender la matière imposable de lever des impôts et de poursuivre les mesures visant la simplification et la dématérialisation des procédures. Elle devra aussi assurer un suivi rapproché des contrats de performance des unités douanières.

Au niveau de l'administration des impôts, le niveau de mobilisation des recettes fiscales est nettement amélioré et porté à 108,7% des objectifs annuels de 473 400 millions de FCFA.

L'écart positif de réalisation enregistré en 2018 (+8,7 points de pourcentage par rapport aux prévisions annuelles et +11,6 points de pourcentage par rapport à l'année 2017) est la résultante des réformes fiscales et managériales en cours de mise en œuvre depuis 2016, notamment (i) l'élargissement de l'assiette fiscale, (ii) la dématérialisation et la simplification des procédures conduisant à la montée des créations d'entreprises (y compris les micro-entreprises), (iii) l'intégration des bases de données des contribuables, (iv) la sensibilisation au civisme fiscal sans occulter (v) le renforcement des capacités du personnel des impôts.

Ces réformes ont positivement impacté les niveaux de recouvrement de certains produits en 2018 tels que : (i) la taxe sur les produits de parfumerie et cosmétiques (203,5%) ; (ii) l'impôt sur les Revenus des Personnes Physiques (IRPP)/revenus fonciers (162,9%) ; (iii) de l'AIB au cordon douanier (154,5%) ; (iv) la taxe sur les jeux de hasard (135,6%) ; (v) la taxe sur les véhicules à grosses cylindrées (120,6%) ; (vi) la taxe professionnelle synthétique (114,6%);

(vii) l'AIB intérieur (111,0%) ; (viii) la taxe sur valeur ajoutée intérieure (106,8%) et (ix) la taxe sur boissons (105,3%).

En termes de perspectives, la DGI devra définir des stratégies pour l'amélioration du niveau de recouvrement de la taxe sur les Véhicules à moteur (TVM) sur les transports privés, de la TVM sur les véhicules de société, de l'IRPP sur les revenus commerciaux, de la taxe sur les activités financières, de la taxe unique sur les contrats d'assurance, du droit d'enregistrement, etc.

## B. Présentation des recettes non fiscales et justification des écarts de réalisation

Les recettes non fiscales sont constituées des recettes de l'administration du Trésor et des produits issus des services de l'ANDF, de la CAA, du Fonds Routier et du Fonds National des Retraites du Bénin.

Le niveau détaillé de recouvrement des recettes non fiscales ainsi que l'analyse des performances notées sont présentés comme ciaprès

#### 1. Réalisation des recettes non fiscales

A fin 2018, les recettes non fiscales ont été mobilisées à **130,5**% des prévisions annuelles évaluées à 166 409 millions de FCFA. Elles enregistrent, dans l'ensemble, un repli de 5,6% par rapport aux réalisations de 2017.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les niveaux de réalisation par source de recettes non fiscales.

Tableau n°3: Réalisation des recettes non fiscales entre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)

Nature des recettes budgétaires	2017			2018			Ecarts	Variation (%)			
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)					
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)											
Recettes non fiscales DGDDI	8 000	5 864,0	73,3	3 500	4 538,0	129,7	-1 326,0	-22,6			

Nature des recettes budgétaires	2017			2018		Ecarts	Variation (%)					
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)		(10)				
Direction	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)											
Total DGTCP	68 000	167 183,6	245,9	106 084	162 159,3	152,9	-5 024,3	-3,0				
Revenu de l'Entreprise et du Domaine	1 694	1 970,7	116,3	1 778	1142,5	64,3	-828,2	-42,0				
Droits et Frais Administratifs	4 267	5 066,7	118,7	4 480	4 768,0	106,4	-298,7	-5,9				
Amendes et Condamnations Pécuniaires	172	604,9	351,7	181	171,5	94,8	-433,4	-71,6				
Produits Financiers	4 600	6 443,4	140,1	4 830	9 386,2	194,3	2 942,8	45,7				
Autres Recettes Non Fiscales	39 950	45 358,0	113,5	53 632	117 656,4	219,4	72 298,4	159,4				
Recettes Exceptionnelles	17 317	107 739,9	622,2	41 183	29 034,7	70,5	-78 705,2	-73,1				
	Agence Na	itionale du [	Domaine	et du Fond	cier (ANDF)							
Total ANDF	0	1 647,9	-	3 025	1 426,8	47,2	-221,1	-13,4				
Fonds Nation	nale des Re	etraites du E	Bénin (FI	NRB) et aut	res organis	mes pub	olics					
Total FNRB+FR+CAA	33 100	55 473	167,6	53 800	49 043,1	91,2	-6 430,3	-11,6				
FNRB	25 400	31 637,0	124,6	44 800	41 146,1	91,8	9 509,1	30,1				
Fonds Routier (Ressources propres)	4 400	3 667,9	83,4	4 000	4 416,6	110,4	748,7	20,4				
Caisse Autonome d'Amortissement (CAA)	3 300	20 168,5	611,2	5 000	3 480,4	69,6	-16 688,1	-82,7				
Total recettes non fiscales	109 100	230 169	211,0	166 409	217 167	130,5	-13 001,7	-5,6				

Source : Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018

## 2. Discussion narrative des écarts de réalisation des recettes non fiscales

Au niveau de la DGTCP, le niveau de recouvrement des recettes par l'administration du Trésor Public a atteint 152,6% sur une prévision annuelle de 106 084 millions de FCFA en 2018.

La performance ainsi enregistrée (+52,6 points de pourcentage), par rapport à la prévision en 2018, résulte de l'amélioration notée

dans le recouvrement des services de l'agriculture, des services de mines, des droits et frais administratifs, de la redevance radio et télévision privées, des produits des redevances sur les communications GSM, etc. Aussi faut-il souligner les effets positifs de la poursuite des mesures prises liées au reversement obligatoire de tous les produits des services intermédiaires de recettes au Trésor.

**S'agissant des recettes de l'ANDF**, les recettes du domaine et du foncier comprennent les frais de mutation et d'états descriptifs, les frais de duplicata, les frais d'attestation et les débours pour la délivrance des Titres Fonciers. Elles ressortent à 47,2% de la prévision annuelle de 3 025 millions de FCFA.

Des efforts doivent être faits pour améliorer le taux de recouvrement des recettes de l'ANDF, quoi que la fiscalité foncière soit récemment impulsée au Bénin.

En ce qui concerne le FNRB, quoi que les objectifs annuels n'aient pas été atteints en 2018, les recettes mobilisées sont en hausse de 9 509,1 millions de FCFA par rapport à leur niveau en 2017. Cette performance est liée aux effets de l'application des nouveaux taux de cotisation depuis avril 2017 et à l'affiliation effective des Agents contractuels de l'Etat au régime du FNRB, notamment les enseignants recrutés en février 2016.

Pour le Fonds Routier (FR), la performance enregistrée dans le recouvrement des recettes (+10,4% points de pourcentage), par rapport à la prévision, est portée par les recettes issues des postes de péage/pesage de : (i) Kpédékpo (352,8%), (ii) Kprèkètè (160,0%) et (iii) Sirarou (139,9%).

Enfin, quant à la CAA, le niveau de mobilisation des recettes est en-dessous des attentes (environ 70% des objectifs annuels). Pour l'amélioration de la performance de la CAA en matière de recouvrement des recettes propres, de nouvelles stratégies méritent d'être développées pour la mobilisation des recettes

provenant des prêts rétrocédés.

### C. Présentation des autres recettes budgétaires et justification des écarts de réalisation

Les autres recettes budgétaires regroupent les produits des comptes d'affectation spéciale (Opérations Militaires à l'Etranger (OME) et Partenariat Mondial pour l'Education (PME)), les fonds de concours et recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

### 1. Réalisation des autres recettes budgétaires

Sur une prévision annuelle de 98 800 millions de FCFA, les "autres recettes budgétaires" ont atteint au 31 décembre 2018, un niveau de mobilisation de 47 562 millions de FCFA, soit un taux de réalisation de 48,1%.

Le tableau n°4 ci-après présente le détail de leur niveau de mobilisation.

Tableau n°4 : Réalisation des autres recettes budgétaires entre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)

	2017			2018					
Nature des recettes budgétaires	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)	Ecarts	Variation (%)	
		Comptes	d'Affectati	on Spéciale (	(CAS)				
Total CAS	23 784	11 639	48,9	17 300	2 858	16,5	-8 780,8	-75,4	
Opérations Militaires à l'Etranger (OME)	16 000	10 692,6	66,8	16 000	2 120,2	13,3	-8 572,4	-80,2	
Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	7 784	946,4	12,2	1300	738,0	56,8	-208,4	-22,0	
			Autres res	sources					
Total autres ressources	84 140	51 112	60,7	81 500	44 704	54,9	-6 408,6	-12,5	
Dons budgétaires	15 840	13 985	88,3	15 800	16 008,0	101,3	2 023,0	14,5	
Allègements de la dette	8 000	0,0	0,0	0	0,0	-	0,0	-	
Fonds de concours et recettes assimilées	60 300	37 127,1	61,6	65 700	28 695,5	43,7	-8 431,6	-22,7	

Notice described	2017			2018				Variation
Nature des recettes budgétaires	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)	Ecarts	Variation (%)
Total autres recettes budgétaires	107 924	62 751	58,1	98 800	47 562	48,1	-15 189,4	-24,2

Source: Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018.

## 2. Discussion narrative des écarts de réalisation des autres recettes budgétaires

Au niveau des CAS, la contreperformance observée par rapport à la prévision annuelle en 2018 est due au faible niveau de mobilisation des ressources attendues des Opérations Militaires à l'Extérieur (OME), malgré l'amélioration du taux de recouvrement des produits du Partenariat Mondial pour l'Education.

Quant aux dons budgétaires et produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées, ils s'établissent à 44 704 millions de FCFA, en dessous des prévisions annuelles. La baisse notée de 12,5% est imputable à l'insuffisante mobilisation des fonds de concours et recettes assimilées. N'eût été la hausse de 14,5% des dons budgétaires en 2018, cette situation allait s'aggraver.

03

## **ANALYSE DE L'EXECUTION**

### DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 2018

L'exécution des dépenses du budget de l'Etat en 2018 s'est déroulée dans un environnement caractérisé par la transparence dans l'application des procédures, l'arrimage des engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes, la maîtrise de la progression des dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel), le ciblage de la dépense en faveur de l'investissement pour soutenir l'appareil productif dans les secteurs de l'agriculture, du cadre de vie, de l'énergie, des routes, des technologies de l'information et de la communication, de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, etc.

Sur ces bases, les dépenses du budget de l'Etat pour la gestion 2018 atteignent en engagement 1 316 409,3 millions de FCFA et en ordonnancement 1 251 712,9 millions de FCFA. Elles représentent en engagement un taux de 93,6% des prévisions annuelles de 2018.

## A. Situation d'exécution des dépenses du budget général de l'Etat

Les dépenses du budget général de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement.

#### 1. Dépenses ordinaires

Constituées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services et des dépenses de transfert, les dépenses ordinaires sont engagées à 751 707,1 millions de FCFA en 2018 en engagement contre 713 161,0 millions de FCFA en 2017. En ordonnancement, elles s'établissent à 727 430,1 millions de FCFA en 2018.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de l'exécution des **dépenses ordinaires** (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) entre 2017 et 2018.

Tableau n°5: Exécution des dépenses ordinaires au 31 décembre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)

DEPENSES ORDINAIRES	2017			2018			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		(70)
Dépenses de personnel	354 628	340 559,6	96,0	375 450	355 939,5	94,8	15 379,9	4,5
Charges financières de la dette	103 700	106 393,3	102,6	132 900	128 497,2	96,7	22 103,9	20,8
Dépenses d'acquisitions de biens et services	102 597	104 693	102,0	99 027	90 814,8	91,7	-13 878,2	-13,3
Dépenses de transfert	200 200	161 515,1	80,7	192 658	176 455,6	91,6	14 940,5	9,3
TOTAL GENERAL	761 125	713 161,0	93,7	800 035	751 707,1	94,0	38 546,1	5,4

Source: Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018.

## 2. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses ordinaires

Au niveau des charges de personnel, l'écart d'exécution en 2018 (-5,2% points de pourcentage par rapport à la prévision) résulte de la poursuite de l'assainissement des fichiers du personnel de l'Etat (interconnexion des bases de données SUNKWE et FUR) et des efforts de maîtrise de la masse salariale, notamment l'extension de la mesure de bancarisation des salaires des agents civils des ministères à ceux en postes diplomatiques et aux personnels militaires.

Toutefois, la progression observée de 4,5% par rapport à 2017 de l'exécution des dépenses de personnel est principalement en lien avec les effets financiers des avancements automatiques des fonctionnaires.

S'agissant des intérêts de la dette publique, bien que leur exécution ne se soit pas établie à 100% des prévisions en 2018, elle couvre néanmois l'ensemble des échéanciers de paiement au titre de la période sous revue. Cette situation pourrait s'expliquer par le caractère anticipé de l'achèvement de certains travaux en fin d'année 2017 dont les dénouements étaient prévus pour 2018.

Au niveau des dépenses d'acquisitions de biens et services (achats de biens et services, acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier), le niveau de 91,7% atteint se justifie par la rationalisation des dépenses de fonctionnement dans toutes les unités administratives de l'Etat (poursuite de la revue systématique des dépenses en termes de qualification et de qualité), malgré l'apurement d'une bonne partie des dépenses non enregistrées dans la comptabilité budgétaire de l'Etat avant avril 2016 (dépenses de locations de véhicules et de bâtiments, etc.).

Quant aux dépenses de transfert (subventions et autres transferts courants), leur progression de 5,4% en glissement annuel est imputable aux efforts de renforcement des programmes sociaux en faveur du citoyen. Les principaux points d'ancrage de ces dépenses sont : (i) les prises en charges des indigents sur les fonds d'urgence ; (ii) l'assistance aux hémodialysés ; (iii) le renforcement des cantines scolaires à travers le programme national d'alimentation scolaire intégré ; (iv) la mise en place de subventions au profit des hôpitaux nouvellement mis en service, (v) le paiement des arriérés de bourses et secours universitaires ; (iv) le renforcement de la gratuité dans les secteurs de la santé et de l'éducation, en raison de l'évolution des déterminants physiques, etc.

#### 3. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement de l'Etat sont destinées à lever les obstacles à la croissance économique en favorisant la création d'emplois et le renforcement des infrastructures sociocommunautaires pour l'amélioration du bien-être des béninois.

Sur la période sous revue, lesdites dépenses ont été engagées à hauteur de **466 212,2 millions de FCFA** contre une prévision annuelle de 499 031 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 93.4%.

Le tableau ci-après donne les détails sur les dépenses en capital en 2018.

**Tableau n°6 :** Tableau n°6 : Exécution des dépenses d'investissement entre 2017 et 2018 (en millions de FCFA)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2017			2018			Ecart	Taux (%)
D INVESTISSEMENT	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		(70)
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	575 317	359 424,3	62,5	273 331	302 213,9	110,6	-57 210,4	-15,9
Financement extérieur	233 000	172 380,1	74,0	225 700	163 998,4	72,7	-8 381,7	-4,9
Prêts	172 700	135 252,9	78,3	160 000	135 302,9	84,6	50	0
Dons	60 300	37 127,1	61,6	65 700	28 695,5	43,7	-8 431,6	-22,7
TOTAL	808 317	531 804,3	65,8	499 031	466 212,2	93,4	-65 592,1	-12,3

Source: Rapport d'exécution dut budget de l'Etat au 31 décembre 2018.

## 4. Discussions narratives sur l'exécution des dépenses d'investissement

L'engagement au-delà des 100% des dépenses en capital exécutées sur ressources intérieures traduit les options prises par l'Etat depuis 2016 à travers le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) 2016-2021, pour la transformation structurelle de l'économie béninoise et l'amélioration des conditions de vie des populations par la mise en place d'infrastructures productives et sociales dans tous les secteurs vitaux.

#### Pour les dépenses d'investissement sur financement extérieur,

le niveau de 72,7% est essentiellement porté par l'amélioration du niveau de consommation des prêts (environ 85%). Globalement, les ministères porteurs de la performance enregistrée en 2018 quant à la mise en œuvre des investissements publics sont principalement ceux qui sont en charge du tourisme et du sport, de l'agriculture, du cadre de vie, etc.

## B. Situation d'exécution des charges de pension et des dépenses de fonctionnement du FNRB

Pour l'année 2018, les charges de pension et les dépenses de fonctionnement du FNRB sont exécutées à hauteur de **85 763,5** millions de FCFA sur un objectif annuel de 80 050 millions de FCFA, soit un taux de 107,1%.

La consommation, plus que prévue des crédits du FNRB au titre de l'année 2018, est principalement tirée de la levée de la contrainte de blocage des rappels liés aux revalorisations, reprises et révisions de pensions et de la réduction des délais d'établissement et de remise des nouveaux carnets de pensions, avec pour effet, la prise en compte anticipée de nouvelles concessions de pensions sur la gestion 2018.

### C. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale

Sur une prévision annuelle de 27 202 millions de FCFA en 2018, les dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) ont été engagées à 12 726,5 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 46,8%.

Ce niveau de consommation des crédits intègre un montant de 2 483,81 millions de FCFA, engagé consécutivement à un report de crédits de 8 665,63 millions de FCFA, sur le compte partenariat mondial pour l'éducation.

Le détail sur l'exécution des opérations des Comptes d'Affectation Spéciale se présente ainsi qu'il suit :

Tableau n°7: Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale à fin décembre 2018 (en millions de FCFA)

Comptes	Prévision 2018	Montant Engagé	Taux (%)
Opération Militaire à l'Extérieur	16 000	5 903,3	36,9
Partenariat Mondial pour l'Education	1 300	3 546,8	272,8
Compte Promotion de la Recherche Agricole	4 100	0,0	0,0

Comptes	Prévision 2018	Montant Engagé	Taux (%)
Modernisation de l'Administration des Impôts	3 000	2 610,8	87,0
Prévention et Gestion des Catastrophes	1302	153,0	11,8
Compte Opération RAMU	1 500	512,6	34,2
Total	27 202	12 726,5	46,8

Source: Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018.

## D. Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives)

Les différents mouvements de crédits intervenus au cours de la gestion 2018 ont permis à l'exécutif de mettre en cohérence les plans de travail annuels des ministères et le budget de l'Etat avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG) pour faciliter la conduite des réformes et la réalisation des actions en 2018.

La situation consolidée de ces réaffectations entre services publics est consignée dans le tableau comme ci-après :

Tableau n°8: Synthèse des réaffectations de fonds entre unités

### administratives en 2018 (en FCFA)

Section	Chapitres	Dotation initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de concours	Dotation finale
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	1 313 831 000	-	-	54 492 788	-	-	1 368 323 788
14	HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION	1 733 427 000	-	191 546 880	140 268 304	-	-	1 873 695 304
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	17 830 302 000	319 156 000	1 305 464 000	934 055 506	175 876 000	-	18 940 233 506
22	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	66 135 454 000	2 886 333 120	431 768 000	14 662 622 940	3 682 541 341	-	84 480 618 281
26	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	14 649 406 000	1 712 500 000	2 355 082 600	-	125 000 000	-	14 774 406 000
27	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	15 444 677 000	124 000 000	161 479 000	-	-	-	15 444 677 000
32	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	21 970 618 000	16 288 000	2 837 023 000	2 046 855 696	-	-	24 017 473 696
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	75 191 057 000	9 046 000 000	21 184 000 000	18 850 600 691	19 451 501 285	14 062 300 000	127 555 458 976
35	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE	4 143 313 000	-	651 000 000	-	-	-	4 143 313 000
36	MINISTERE DE LA SANTE	70 377 166 000	887 000 000	402 440 000	5 933 425 129	-	-	76 310 591 129
37	MINISTERE DE L'ENERGIE	53 929 900 000	12 356 397 000	15 057 405 161	-	-	4 131 228 042	58 061 128 042
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	84 438 237 000	1 632 536 200	3 153 979 200	200 000 000	-	17 881 608 000	102 519 845 000
40	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	18 864 361 000	-	-	2 993 536 322	10 961 657 000	-	32 819 554 322

Section	Chapitres	Dotation initiale	Transferts	Virements	Dépassements	Reports	Fonds de concours	Dotation finale
41	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE	4 542 527 000	-	88 000 000	500 000 000	-	-	5 042 527 000
44	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	85 982 776 000	7 986 598 000	9 961 597 000	-	-	-	85 982 776 000
46	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	15 044 328 000	22 400 000	23 400 000	872 702 000	-	-	15 917 030 000
51	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS	100 999 969 000	11 239 685 000	3 369 685 000	-	-	-	100 999 969 000
60	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	44 748 831 000	-	800 000 000	-			44 748 831 000
61	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	38 741 512 000	-	101 654 000	-	-	-	38 741 512 000
62	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	107 444 804 000	420 565 000	756 526 000	7 310 455 000	-	-	114 755 259 000
63	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	77 104 580 000	80 000 000	2 866 485 000	-	-	-	77 104 580 000
64	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	29 355 718 000	221 944 000	353 500 000	2 678 182 971	-	-	32 033 900 971
76	MINISTERE DE L'EAU	24 191 897 000	1 022 315 000	1 416 660 000	-	-	9 366 794 000	33 558 691 000
78	COMPTES SPECIAUX	-	-	8 679 120 362	-	8 665 738 976	-	8 665 738 976

04

## SOLDE D'EXECUTION DU

# BUDGET ET SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

#### A. Déficit budgétaire

A fin 2018, le solde d'exécution budgétaire, base ordonnancement (différence entre dépenses et recettes budget de l'Etat) est ressorti déficitaire de **98 091,2 millions de FCFA** sur une prévision initiale de 270 709 millions de FCFA, soit une nette amélioration de 171 908,8 millions de FCFA. A fin décembre 2017, le niveau de déficit était de 282 971,2 millions de FCFA.

Cette performance en matière de maîtrise du déficit budgétaire en 2018 est imputée au meilleur pilotage de l'exécution des dépenses sectorielles en arrimant les engagements de dépenses au rythme de recouvrement des recettes et en s'assurant de la qualité.

#### B. Point sur les charges de trésorerie

L'exécution des charges de trésorerie a atteint **745 367,1 millions de FCFA** sur une prévision de 456 600 millions de FCFA contre 413 780,1 millions de FCFA en 2017.

Le dépassement du niveau des prévisions (environ +63,2 points de pourcentage) en 2018 s'explique par les remboursements anticipés de certains prêts contrats auprès des banques locales. Cette option prise permet à l'Etat de réaliser des gains d'efficience sur les taux d'intérêt supportés.

Le développement desdites charges est présenté dans le tableau suivant :

Tableau n°9: Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2018 (en millions de FCFA)

Nature	2017			2018		
	Prév.	Exé.	Taux (%)	Prév.	Exé.	Taux (%)
Prêts et avances	3 200	18	0,6	0	14,3	-
Amortissement emprunts obligataires	48 600	48 582,1	100	167 600	162 573,2	97,0
Amortissement tirages FMI	9 600	8 816,7	91,8	12 500	11 159,0	89,3
Amortissement emprunts extérieurs	31 600	51 822,9	164,0	35 300	28 781,9	81,5
Amortissement Bons du Trésor	162 000	221 655	136,8	154 000	181 373,0	117,8
Indemnités de vacation des enseignants	8 000	6 889,1	86,1	5 000	5 000	100,0
Amortissement dettes banques locales	39 600	22 813,8	57,6	72 200	216 788,3	300,3
Variation des instances de paiement	10 000	26 156,9	261,6	10 000	10 000	100,0
Retrait des correspondants du Trésor	-	27 025,6	-	-	129 677,4	-
Total	312 600	413 780,1	132,4	456 600	745 367,1	163,2

Source: MEF/DGB, mai 2018

### C. Financement du déficit et couverture des charges de trésorerie (nouveaux emprunts publics)

Pour le financement du déficit budgétaire et pour la couverture des charges de trésorerie, l'Etat a eu recours aux ressources de trésorerie pour un montant de 1 001 833,8 millions de FCFA en 2018. Elles représentent 137,7 des prévisions annuelles. Ce niveau de mobilisation des ressources s'explique principalement par les tirages pour le reprofilage de la dette et les dépôts des correspondants du trésor qui ont été enregistrés pour des montants respectifs de 170 548,8 millions de FCFA et 166 700,9 millions de FCFA contre des prévisions nulles.

Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

Tableau n°10: Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie (nouveaux emprunts) par nature en 2017 et 2018 (en millions de FCFA)

Nature	2017			2018		
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)
Remboursement prêts et avances	947	7,5	0,8	200	497,0	248,5
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt obligataire)	285 300	255 155	76,2	279 600	173 990,8	62,2
Emprunts extérieurs (prêts projets ; prêts programmes)	210 300	173 014,3	82,3	199 600	145 499,2	72,9
Financement banques locales	75 000	82 140,6	109,5	80 000	28 491,6	35,6
Tirage sur FMI	-	25 802,6		26 700	25 279,4	94,7
Autres ressources de trésorerie	716 614	565 165	78,9	420 809	464 816,9	110,5
Obligations du trésor	542 314	345 637	63,7	320 809	282 704,9	88,1
Bons du trésor	174 300	219 528	125,9	100 000	182 112,0	182,1
Tirage pour le reprofilage de la dette	-	-	-	0	170 548,8	-
Dépôts des correspondants du Trésor	-	21 980,7	-	0	166 700,9	-
Total	1 002 861	868 111	86,6	727 309	1 001 833,9	137,7

Source: MEF/DGB, mai 2018

Somme toute, la différence entre les ressources de trésorerie (1 001 833,8 millions de FCFA) et le cumul des charges de trésorerie avec le déficit budgétaire (besoin de financement de 843 458,3 millions de FCFA) laisse apparaître un solde global de financement excédentaire à fin décembre 2018 de 158 375,5 millions de FCFA, légèrement en-dessous de celui de 2017 qui était de 171 359,5 millions de FCFA.

### D. Synthèse d'exécution de la loi de finances

Au total, sur une prévision initiale de 1 862 918 millions de FCFA, l'exécution de la loi de finances 2018 se présente comme suit :

Tableau n°11: Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2018 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision (A)	Réalisation/Exécution		Ecart (B)-(A)
		Montant (B)	Taux (%)	
Ressources	1 862 918	2 155 455,6	115,7	292 537,6
Budget de l'Etat	1 135 609	1 153 621,8	101,6	18 012,8
Ressources de trésorerie	727 309	1 001 833,8	137,7	274 524,8
Charges	1 862 918	2 061 776,4	110,7	198 858,4
Budget de l'Etat	1 406 318	1 316 409,3	93,6	-89 908,7
Charges de trésorerie	456 600	745 367,1	163,2	288 767,1

Source: MEF/DGB, mai 2018.

05

## SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

L'encours de la dette publique du Bénin se chiffre, en 2018, à 3 251 800 millions de FCFA soit environ 5,8 milliards USD. Il est composé de 1 532 100 milliards de FCFA (2,7 milliards USD) au titre de la dette libellée en devises (dette publique extérieure) et de 1 719,7 milliards de FCFA (3,1 milliards USD) au titre de la dette libellée en monnaie locale (dette publique intérieure).

Exprimé en pourcentage du Produit Intérieur Brut (PIB), le niveau de l'endettement public ressort à **56,2**% en 2018 contre une prévision initiale de 54,4%. Il est en hausse de **0,8 point de pourcentage** par rapport à son niveau de 2017.

Au 31 décembre 2018, l'encours de la dette publique est constitué de 26,5% du PIB pour la dette publique extérieure et de 29,7% du PIB pour la dette publique intérieure).

Il est à souligner que le ratio dette publique/PIB est largement en-dessous du seuil communautaire de 70% fixé pour les pays membres de l'UEMOA.

Les conclusions des différentes revues du programme triennal effectuées par le Fonds Monétaire International (FMI), notamment celle d'octobre 2018, reconnaissent et saluent les efforts de rigueur et de transparence budgétaire du Gouvernement du Bénin. Il en est de même des partenaires et organisations régionales et internationales.

Les informations essentielles sur l'encours de la dette et sa composition, le service assuré de la dette publique, le point des nouveaux engagements, les indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique et les caractéristiques du portefeuille des titres publics en 2018 sont respectivement présentées comme ci-après :

Tableau n°12: Evolution de l'encours de la dette (en millions de FCFA) et du taux d'endettement public entre 2017 et 2018

Rubriques		2017					2018	
	1 <sup>er</sup> trim	2 <sup>ème</sup> trim	3 <sup>ème</sup> trim	4 <sup>ème</sup> trim	l <sup>er</sup> trim	2 <sup>ème</sup> trim	3 <sup>ème</sup> trim	4ème trim
Dette bilatérale	222 220	222 300	216 930	226 120	247 510	271 370	450 860	511 040
Dette multilatérale	928 690	896 550	903 120	958 480	974 530	1 003 820	959 890	1 021 040
Encours dette en devises	1 150 910	1 118 850	1 120 050	1 184 600	1 222,040	1 275 190	1 410 750	1 532 080
Obligations du Trésor	849 830	1 033 360	1 125 020	1 133 090	1 161 670	1 259 750	1 262 550	1 267 020
Bons du Trésor	213 660	161 430	150 030	159 370	171 210	114 840	160 110	160 110
Autres dettes en monnaie locale	342 000	404 640	435 900	450 370	428 050	422 590	257 130	292 570
Encours dette en monnaie locale	1 405 490	1 599 430	1 710 940	1 742 830	1 760 920	1 797 190	1 679 800	1 719 700
Encours dette publique	2 556 400	2 718 280	2 830 990	2 927 430	2 982 960	3 072 380	3 090 550	3 251 780
Taux d'endettement en devises (%)	22,6	22,0	20,5	22,0	20,9	22,0	24,3	26,5
Taux d'endettement en monnaie locale (%)	27,6	31,5	31,2	32,3	30,1	30,9	28,9	29,7
Taux d'endettement public (%)	50,2	53,5	51,7	54,3	51,0	52,9	53,2	56,2

Tableau n°13: Service assuré de la dette publique en 2018 (en millions de FCFA)

BAILLEURS	Principal	Intérêts + Commissions	TOTAL
Do	ette libellée en devises		
Dette multilatérale	21 250	11 500	32 750
Dette bilatérale	7 540	5 640	13 180
Total dette extérieure	28 790	17 140	45 930
Dette lib	ellée en monnaie locale (FC	CFA)	
Titres publics	343 950	82 310	426 260
Banques locales	216 790	29 040	245 830
Total dette intérieure	560 740	111 350	672 090
TOTAL DETTE PUBLIQUE	589 530	128 490	718 010

Tableau n°14: Point des nouveaux engagements en devises en 2018 (en millions de FCFA)

Créanciers	Montants (devises)	Montants	Durées (année)	Différés (année)	Taux d'intérêt (%)
AFD	50 000 000 EUR	32 800	20	5	1,12
FAD	6 440 000 UC	5 050	40	5	0,75
BID	5 900 000 EUR	3 870	20	4	1,8
BID	93 230 000 EUR	61 150	20	3	1,8
FND	4 000 000 EUR	2 620	38	6	0,75
AID	24 100 000 EUR	15 810	38	6	0,75
AID	12 300 000 EUR	8 070	38	6	0,75
AID	170 000 000 USD	90 950	35	5	0,25
AID	927 273 USD	510	38	6	0,75

Créanciers	Montants (devises)	Montants	Durées (année)	Différés (année)	Taux d'intérêt (%)
Banque commerciale internationale	260 000 000 EUR	170 550	12,5	2	3,79
AID	12 900 000 EUR	8 460	38	6	0,75
OFID	24 000 000 USD	13 870	20	5	2,5
FAD	4 800 000 UC	3 820	40	5	0,75
AID	13 100 000 EUR	8 590	38	6	0,75
Rabobank	24 979 204,94 EUR	16 390	10	1,5	Euribor 6 mois+ 2%
AFD	15 200 000 EUR	9 970	20	5	1,12
BEI	50 000 000 EUR	32 800	25	5	2,3
BIDC	37 700 000 EUR	20 740	25	5	2
BIDC	29 500 000 USD	16 230	25	5	2,25
Banque commerciale internationale	80 035 734 EUR	52 500	10	2	5,5
TOTAL (hors reprofilage de la dette et dépôts des correspondants du Trésor)		574 740			

Tableau n°15: Point des nouveaux engagements en monnaie locale en 2018 (en millions de FCFA)

Créanciers	Montants	Durées en année	Différés en année	Taux d'intérêt en %
BOAD	20 000	10	03	6,10
	10 000	18	05	3
	5 000	12	03	6
	5 000	12	03	7
Banques locales	40 480			
	10 000			
TOTAL	90 480			

Tableau n°16: Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique en 2018

Indicateurs de coûts et risques		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (en millions de FCFA)		1 532 100	1 719 700	3 251 800
Dette nominale (en % du PIB)		26,5	29,7	56,2
Valeur Actuelle de la dette (en % du PIB)		17,9	29,7	47,6
Coût de la dette	Paiement d'intérêts en % du PIB	0,4	1,6	2,0
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%)	1,5	6,1	3,9
Exposition au risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM	13,0	3,0	7,7
	Dette amortie l'année prochaine (en % du total)	2,2	22,0	12,7
	Dette amortie l'année prochaine (en % du PIB)	0,6	6,5	7,1
Exposition au risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) ATR	12,9	3,0	7,7
	Dette refixée durant l'année prochaine (en % du total)	3,7	22,0	13,4
	Dette à taux d'intérêt fixe (en % total)	98,5	100,0	99,3
Exposition au risque de taux de change	Dette en devise (en % du total)			47,1
	Dette en Euro (en % du total)			27,0

06

## PRESENTATION DU

#### NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION

#### A. Classification administrative et économique

Les dépenses consacrées aux activités récurrentes et aux investissements (transfert de capital, réhabilitation de bâtiments / infrastructures, construction et travaux de génie civil) des Ministères et Institutions de l'Etat pour 2018 se sont élevées à 906 832,9 millions de FCFA, soit 90,1% des prévisions annuelles contre 895 343,1 millions de FCFA en 2017. En cumulant ces dépenses avec celles du budget du FNRB, des comptes d'affectation spéciale, avec des crédits globaux et des charges financières de la dette publique et avec les charges de trésorerie, la loi de finances 2018 a été globalement engagée à 110,7% des prévisions annuelles qui étaient de 1 862 918 millions de FCFA. Ce niveau est lié à l'anticipation dans le remboursement des prêts contractés auprès des banques locales pour raison évoquées plus haut.

Par grande masse économique, les **dépenses ordinaires** s'affichaient à 837 470,7 millions de FCFA et les **dépenses d'investissements** ressortaient à 466 212,2 millions de FCFA (hors les dépenses liées aux projets en mode Partenariat-Public-Privé). En plus de ces catégories de dépenses budgétaires, celles **des comptes d'affectation spéciale** sont exécutées à 12 726,5 millions de FCFA.

La ventilation desdites dépenses par unité administrative et par nature économique est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau n°17 : Classification administrative et économique des dépenses en 2018 (en millions de FCFA)

			I- (	PERATIO	NS BUDGE	TAIRES					
		DEPENSES C		DEPENSES E	N CAPITAL	TOTAL					
SECTEURS	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)	TOTAL EXECUTION (C) = (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. ( C)*100/(D)
1. Institutions	13 880,6	14 864,9	7 679,6	36 425,1	382,1	0,0	0,0	382,1	36 807,2	42 036,3	87,6%
Présidence de la République	1 466,9	5 842,9	5 332,6	12 642,4	382,1	0,0		382,1	13 024,5	17 830,3	73,0%
Assemblée Nationale	7 646,7	6 157,9	300,0	14 104,6				0,0	14 104,6	14 056,4	100,3%
Cour Constitutionnelle	852,9	402,2	3,0	1 258,0				0,0	1 258,0	1 313,8	95,7%
Cour Suprême	1 403,9	706,2	448,2	2 558,3				0,0	2 558,3	2 638,2	97,0%
Conseil Economique et Social	1 262,2	473,0	32,9	1 768,0				0,0	1 768,0	1 863,2	94,9%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	882,7	834,9	100,0	1 817,6				0,0	1 817,6	1 733,4	104,9%
Haute Cour de Justice	365,4	285,5	37,7	688,6				0,0	688,6	826,3	83,3%
Médiateur de la République		162,4	71,0	233,3				0,0	233,3	391,4	59,6%
Commission Electorale Nationale Autonome			1 000,0	1 000,0				0,0	1 000,0	1 000,0	100,0%
Commission Nat. de l'Informatique et des Libertés			354,4	354,4				0,0	354,4	383,1	92,5%
2. Ministères	289 010,7	<b>52</b> 635,6	119 645,2	461 291,5	244 735,9	28 695,5	135 302,9	408 734,2	870 025,8	963 <mark>89</mark> 3,3	90,3%
Defense Nationale	32 128,3	3 590,0	536,5	36 254,8	26 185,3			26 185,3	62 440,1	50 135,5	124,5%
Economie & Finances	7 633,5	2 160,1	2 454,0	12 247,6	1 152,6	64,9	3	1 217,5	13 465,0	18 323,6	73,5%
Justice & Législation	6 315,7	1 963,0	3 523,2	11 801,9	2 297,5			2 297,5	14 099,4	14 649,4	96,2%
Plan et Développement	802,2	1 557,5	2 535,9	4 895,6	1 400,4	1 010,4	4 204,0	6 614,9	11 510,5	15 444,7	74,5%
Economie Numérique & Communication	615,4	535,6	4 004,2	5 155,2	6 900,8		5 441,7	12 342,5	17 497,7	21 970,6	79,6%
Cadre de vie et Développement Durable	3 054,3	417,5	1 309,9	4 781,7	74 662,5	843,3	33 143,3	108 649,0	113 430,7	75 191,1	150,9%
Industrie et Commerce	855,8	736,2	1 003,5	2 595,5	781,0			781,0	3 376,5	4 143,3	81,5%

		DEPENSES (	ORDINAIRES			DEPENSES E	N CAPITAL	TOTAL			
SECTEURS	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)	TOTAL EXECUTION (C) = (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé ( C)*100/(D
Santé	23 283,4	6 177,4	18 736,3	48 197,2	6 501,6	2 333,7	6 659,0	15 494,3	63 691,5	68 877,2	92,5%
Energie	1 377,1	345,4	135,0	1 857,5	30 730,0	7 843,7	23 429,5	62 003,2	63 860,7	53 929,9	118,4%
Agriculture, Elevage et Pêche	6 093,5	3 579,2	18 356,5	28 029,3	9 088,9	3 303,9	13 463,8	25 856,6	53 885,9	84 438,2	63,8%
Tourisme, Culture & Sports	1 508,6	866,8	6 069,4	8 444,9	13 786,3		424,0	14 210,3	22 655,2	18 864,4	120,1%
Affaires Sociales & Microfinance	10,4	581,4	2 189,6	2 781,4	1 394,1	557,5		1 951,6	4 733,0	4 542,5	104,2%
Enseignement supérieur	22 901,4	1 037,1	18 302,8	42 241,4	9 875,8		1 598,7	11 474,4	53 715,8	85 982,8	62,5%
PME & Prom. Emploi	11,3	363,9	4 591,3	4 966,5	949,7		5 485,5	6 435,2	11 401,7	15 044,3	75,8%
Infrastructures & Transports	881,8	734,2	648,7	2 264,8	25 357,7	874,5	4 949,0	31 181,2	33 446,0	95 000,0	35,2%
Fonction Publique	3 055,9	1 535,0	2 666,4	7 257,2	478,7			478,7	7 735,9	8 860,5	87,3%
Intérieur & Sécurité Publique	29 439,6	3 406,1	1 409,6	34 255,3	4 621,9			4 621,9	38 877,1	44 748,8	86,9%
Décentralisation & Gouv. Locale	1 514,3	2 600,5	3 928,4	8 043,2	12 404,1	7 739,8	475,2	20 619,1	28 662,4	38 741,5	74,0%
Enseignement Maternel & Primaire	76 348,8	3 092,9	20 657,3	100 099,0	4 369,8			4 369,8	104 468,8	106 144,8	98,4%
Enseignement Secondaire, Tech & Prof.	54 893,5	3 084,6	6 040,7	64 018,9	1 785,1	2 277,3	196,8	4 259,1	68 278,0	77 104,6	88,6%
Affaires étrangères & Coopération	14 551,6	8 324,8	211,6	23 088,0	601,2			601,2	23 689,2	29 355,7	80,7%
Eau & Mines	87,2	319,5	113,7	520,3	9 410,9	1 847	35 832,5	47 089,9	47 610,2	24 191,9	196,8%
Caisse Autonome d'Amortissement	1 500,7	348,5		1 849,1				0,0	1 849,1	2 208,0	83,7%
Fonds Routier	146,4	5 278,5	220,4	5 645,3				0,0	5 645,3	6 000,0	94,1%
TOTAL MINISTERES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)	302 891,3	67 500,6	127 324,8	497 716,6	245 117,9	28 695,5	135 302,9	409 116,3	906 832,9	1 005 929,6	90,1%
Crédits globaux (4)	53 048,2	23 314,3	49 130,9	125 493,4	57 095,9			57 095,9	182 589,3	160 236,4	113,9%
Charges financières de la dette publique (5)				128 497,2					128 497,2	132 900,0	96,7%
TOTAL BUDGET GENERAL (3)+(4)+(5)	355 939,5	90 814,8	176 455,7	751 707,2	302 213,9	28 695,5	135 302,9	466 212,2	1 217 919,4	1 299 066,0	93,8%
Budget annexe du FNRB	112,5	474,3	85 176,7	85 763,5					85 763,5	80 050,0	107,1%
Comptes d'affectation spéciale		000000000000000000000000000000000000000							12 726,5	27 202,0	46,8%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	356 052,0	91 289,1	261 632,4	837 470,7	302 213,9	28 695,5	135 302,9	466 212,2	1 316 409,4	1 406 318,0	93,6%
	_		II- C	PERATION	IS DE TRE	SORERIE					
Prêts et avances	Amortissement emprunts obligataires	Amortissement tirages FMI	Amortissement emprunts extérieurs	Amortissement Bons du Trésor	Indemnités de vacation des enseignants	Amortissement dettes banques locales	Variation des instances de paiement	Retrait des correspondants du Trésor	Total exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
14,3	162 573,2	11 159,0	28 781,9	181 373,0	5 000,0	216 788,3	10 000,0	129 677,4	745 367,1	456 600,0	163,2%
TOTAL LOI DE FINANCES (I)+(II)		5	-:	-	-	5	-:	474	2 061 776,5	1 862 918,0	110,7%

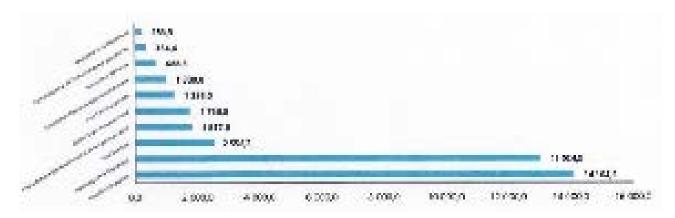


Figure n°1: Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2018 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)

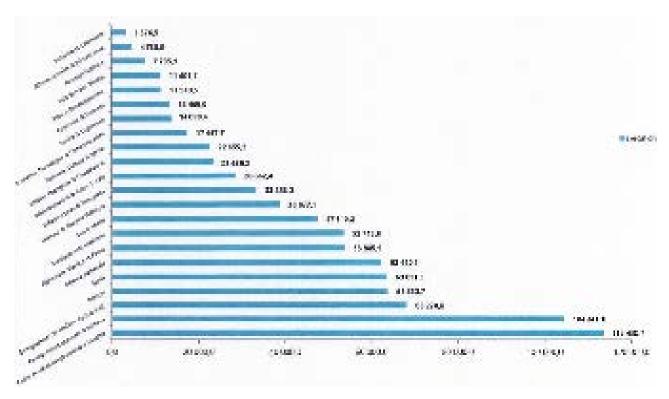


Figure n°2: Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2018 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA)

#### **B.** Classification fonctionnelle

Du point de vue fonctionnelle, en 2018, l'Etat a accordé plus de moyens financiers aux secteurs des affaires économiques-équipements (accroissement des investissements dans les infrastructures routières, l'économie numérique, l'agriculture et la pêche, les infrastructures énergétiques, la promotion du secteur

privé et du commerce, le développement des services d'accès à l'eau potable dans les milieux péri-urbains et ruraux).

Par ailleurs, une priorité est également donnée à l'engagement des dépenses dédiées aux services généraux des administrations publiques aux fins de garantir la bonne marche de l'appareil administratif au niveau central et au niveau des collectivités locales.

Aussi l'Etat a-t-il consacré des parts importantes au développement des infrastructures éducatives (constructions et équipements des salles de classes et des amphithéâtres, paiement des bourses, prise en charge des frais de scolarité, renforcement de l'effectif des enseignants, etc.); à la sécurité publique; à l'atténuation et à l'adaptation des effets des changements climatiques; au renforcement de la protection des couches vulnérables et, enfin, au développement des infrastructures sportives et culturelles.

Tableau n°18: Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2018 par fonction (en millions de FCFA)

N°	Fonctions	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.	Poids
1	Affaires économiques- Equipement	420 673,9	348 174,3	82,8%	26,4%
2	Services Généraux de l'Administration	347 909,1	351 233,5	101,0%	26,7%
3	Enseignements	270 532,2	230 009,5	85,0%	17,5%
4	Défense, Ordre et Sécurité Publique	125 533,7	121 319,9	96,6%	9,2%
5	Protection de l'Environnement- Assainissement	75 191,1	113 430,7	150,9%	8,6%
6	Santé et Protection Sociale	76 221,7	69 090,1	90,6%	5,2%
7	Souveraineté	71 392,0	60 496,4	84,7%	4,6%
8	Loisirs, Sports et Culture	18 864,4	22 655,2	120,1%	1,7%
Total	Fonctions	1 406 318,0	1 316 409,4	93,6%	100%

#### C. Classification programmatique

Tableau n°19: Classification programmatique des dépenses du budget de l'Etat, gestion 2018 à fin décembre (en millions de FCFA)

Code Prog.	Ministère/Programme/Dotation	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.
	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	15 444,7	11 510,5	74,5%
014	Pilotage et soutien aux services du MPD	3 894,3	3 374,1	86,6%
015	Orientation du développement	3 603,3	3 185,4	88,4%
016	Financement du développement et suivi-évaluation	7 947,1	4 951,0	62,3%
	MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION	14 649,4	14 099,4	96,2%
017	Pilotage et soutien aux services du MJL	2 829.5	2 736.5	96.7%
018	Cadre législatif normatif et institutionnel	482,5	264.5	54,8%
019	Services judiciaires	7 926,9	7 670,2	96.8%
020	Système pénitentiaire	2 810,2	2 724,0	96,9%
021	Promotion des Droits de l'Homme et Protection de l'Enfance et l'Adolescence	600,3	704,3	117,3%
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	29 355,7	23 689,2	80,7%
022	Pilotage et soutiens aux services du MAEC	4 217,7	2 442.7	57.9%
023	Diplomatie et coopération internationale	20 792,0	17 540.5	84,4%
024	Béninois de la diaspora et affaires consulaires	3 890.0	3 702,0	95,2%
025	Système d'information et communication stratégiques (Diplomatie stratégique)	456,0	3,9	0,8%
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	18 323,6	13 465,0	73,5%
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	6 484,0	5 154,6	79,5%
027	Gestion du cadre macroéconomique	3 251,0	2 537,7	78,1%
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	6 944,0	4 312,2	62,1%
029	Gestion des dépenses publiques	1 420,1	1 337,8	94,2%
030	Gestion des biens de l'Etat et du foncier	224,6	122,6	54,6%
	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	44 748,8	38 877,1	86,9%
031	Pilotage et soutien aux services du MISP	2 497,4	2 351,5	94,2%
032	Sécurité publique	39 256,5	34 672,3	88,3%
033	Prévention et gestion des sinistres et catastrophes	1 215,0	890,4	73,3%
034	Gestion intégrée des espaces frontaliers	975,0	750,8	77,0%
035	Gestion des affaires interieures	805,0	212,1	26,4%
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	84 438,2	53 885,9	63,8%
036	Pilotage et soutiens aux services du MAEP	37 697,6	26 543,7	70,4%
037	Agriculture	42 052,3	24 890,7	59,2%
038	Elevage	2 801,0	1 903,8	68,0%
039	Pêche et aquaculture	1 887,3	547,8	29,0%
MI	NISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE	38 741,5	28 662,4	74,0%
040	Pilotage et soutien aux services du MDGI.	3 054.5	1 938,8	63,5%
041	Promotion de la bonne gouvernance locale	1 850,7	1 569,8	84,8%
042	Promotion de l'économie locale et de l'intercommunalité	30 793,6	23 380,7	75,9%
043	Appui à la déconcentration	3 042,7	1 773,1	58,3%
	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	8 860,5	7 735,9	87,3%
044	Pilotage et soutien aux services du MTFP	5 429,1	4 907,9	90,4%
045	Travail et Sécurité Sociale	1 465,3	1 274,8	87,0%
048	Modernisation de l'administration publique	1 966,1	1 553,2	79,0%

MINISTERE DE LA SANTE			
Control of the Contro	68 877,2	63 691,5	92,5%
Prévention et Sécurité sanitaire	13 959,0	12 345,9	88,4%
Offre et accès aux soins de santé	18 743,0	17 726,7	94,6%
Pilotage et Soutien aux services du MS	36 175.2	33 618.9	92.9%
		Service of the servic	200000000000000000000000000000000000000
_			
	13 333,6	10 146,9	76,1%
FORMATION PROFESSIONNELLE	77 104,6	68 278,0	88,6%
Pilotage et soutien aux services du MESTFP	56 071,8	53 978,6	96,3%
Enseignement secondaire général	12 112,8	9 334,3	77,1%
Enseignement technique et formation professionnelle	8 626,9	4 716,6	54,7%
Alphabétisation et formation des adultes	293,0	248,5	84,8%
MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE	106 144,8	104 468,8	98,4%
Pilotage et soutiens aux services du MEMP	16 340,9	16 037,1	98,1%
	19 401,0	21 276,3	109,7%
Qualité de l'enseignement	70 403.0	67 155,4	95.4%
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION	21 970,6	17 497,7	79,6%
Pilotage et soutien aux services du MENC			
	Ni, cotto		
			59/27/1-02/
		5,000,000,000	Contract Contract
	12		1
	18 864,4		
	1 828,8	1 778,2	
Sport	10 646,4	14 967,3	
		265.3	
	Pilotage et soutien aux services du MESTFP Enseignement secondaire général Enseignement technique et formation professionnelle Alphabétisation et formation des adultes  MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE Pilotage et soutiens aux services du MEMP Accès, équité et rétention Qualité de l'enseignement IINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION Pilotage et soutien aux services du MENC Information et communication Economie numérique et poste  MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS Pilotage et soutien aux services du MIT Entretien et construction de routes et infrastructures de transport rural Transport Terrestre et securité routière Transport aérien  MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE Pilotage et soutien aux services du MICA Industrie Commerce Appui au secteur privé  MINISTERE DE L'ENERGIE Pilotage et soutiens aux services du ME Energie  MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE Pilotage et soutien aux services du MCVDD Gestion de l'environnement et des changements climatiques Gestion durable des forêts et des ressources naturelles Gestion des territoires Habitat  MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	REE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  Pilotage et soutien aux services du MESRS  3 662.0  Enseignement supérieur  Recherche scientifique et innovation technologique  Vie de l'étudiant  13 333.6  INISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  Pilotage et soutien aux services du MESTFP  Enseignement secondaire général  12 112.8  Enseignement secondaire général  Robert de l'étudiant  13 133.6  MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  Pilotage et soutien aux services du MESTFP  Enseignement secondaire général  12 112.8  Enseignement secondaire général  Robert de l'étudiant  13 143.6  Pilotage et soutien aux services du MEMP  16 340.9  Accès, équité et rétention  Qualité de l'enseignement  70 403.0  UNISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE  Pilotage et soutien aux services du MENC  Information et communication  18 13 226.7  Economie numérique et poste  MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION  21 970,6  Pilotage et soutien aux services du MENC  Information et communication  18 236.7  Economie numérique et poste  MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES TRANSPORTS  95 000,0  Pilotage et soutien aux services du MIT  2 985.8  Entretien et construction de routes et infrastructures de transport rural  7 70.6  Transport Terrestre et securité routière  7 70.6  Transport aérien  MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE  A 143,3  Pilotage et soutien aux services du MICA  1 612.1  Industrie  2 028.6  MINISTERE DE L'ENERGIE  Pilotage et soutien aux services du MEVOD  1 970,1  Appui au secteur privé  Cestion de l'environnement et des changements climatiques  Pilotage et soutien aux services du ME  Gestion de l'environnement et des changements climatiques  Pilotage et soutien aux services du MEVOD  1 970,1  Bilotage et soutien aux services du MEVOD  1 970,1  Gestion de l'environnement et des changements climatiques  Pilotage et soutien aux services du MTCS  1 828,8  Energie  Pilotage et soutien au	REE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE   85 992,8   53 715,8

Code Prog.	Ministère /Programme/Dotation	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.
	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	50 135,5	62 440,1	124,5%
094	Pilotage et soutien aux services du MDN	2 864,5	2 525,0	88,1%
095	Préparation des Forces	711,7	1 096,8	154,1%
096	Protection du territoire national et participation aux opérations militaires	38 768,6	33 115.7	85,4%
097	Equipements et infrastructures	7 790,7	25 702,6	329,9%
	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA MICROFINANCE	4 542,5	4 733,0	104,2%
098	Pilotage et soutien aux services du MASM	2 044,0	1 982,6	97,0%
099	PROMOTION SOCIO-ECONOMIQUE DES COUCHES VULNERABLES	1 593,2	1 503,2	94,4%
100	PROMOTION DE L'INDUSTRIE DE LA MICROFINANCE	905,3	1 247,1	137,8%
MINIS	TERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI	15 044,3	11 401,7	75,8%
0101	Pilotage et soutien aux services du MPMEPE	521,4	395,0	75,7%
0102	Emploi	12 771.8	9 440.1	73.9%
0103	Artisanat	410,4	325,0	79,2%
0104	PME	1 340,8	1 241,6	92,6%
	MINISTERE DE L'EAU ET DES MINES	24 191,9	47 610,2	196,8%
0105	Pilotage et soutien aux services du MEM	617,9	407,8	66,0%
080	Eau	22 741,2	46 570,8	204,8%
081	Mines	832,8	631,6	75,8%
	TOTAL PROGRAMMES BUDGETAIRES	955 685,3	862 531,2	90,3%
	DOTATIONS BUDGETAIRES	450 632,7	453 878,1	100,7%
001	Dotation pour l'Assemblée Nationale	14 056,4	14 104.6	100,3%
002	Dotation pour la Cour Constitutionnelle	1 313,8	1 258,0	95,7%
003	Dotation pour la Cour Suprême	2 638,2	2 558,3	97,0%
004	Dotation pour le Conseil Economique et Social	1 863,2	1 768,0	94,9%
005	Dotation pour la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	1 733,4	1 817.6	104,9%
006	Dotation pour la Haute Cour de Justice	826,3	688,6	83,3%
007	Dotation pour le Médiateur de la République	391,4	233,3	59,6%
800	Dotation pour la Commission Electorale Nationale Autonome	1 000.0	1 000,0	100.0%
009	Dotation pour le FNRB, la CAA et le Fonds Routier	88 258,0	93 257,9	105,7%
010	Dotation pour la Présidence de la République	17 830,3	13 024,5	73,0%
014	Dotation pour la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés	383.1	354,4	92,5%
011	Dotation pour les dépenses d'intervention publique, accidentelles et imprévisibles	160 236,4	182 589,3	113,9%
	Dotations pour les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou	27 202,0	12 726,5	46,8%
012	les appels en garanties intervenues sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties			
012		132 900,0	128 497,2	96,7%

07

## **NIVEAU DE FINANCEMENT**

### ET D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES : DEPENSES SOCIALES PRIORITAIRES

Pour accélérer l'atteinte des objectifs d'amélioration des conditions de vie des populations les plus pauvres, le Gouvernement a identifié et alimenté au sein des budgets de certains ministères des lignes budgétaires porteuses des actions sociales. Ainsi, conformément à la politique sociale du Gouvernement, seize (16) ministères sectoriels sont concernés par les dépenses pro-pauvres. Il s'agit de :

- Ministère de la Santé;
- Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance;
- Ministère de l'Eau;
- Ministère de la Justice et de la Législation ;
- Ministère des Enseignements Maternel et Primaire ;
- Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique;
- Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable;
- Ministère de l'Emploi des Jeunes, des Petites et Moyennes Entreprises;
- Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Ministère de l'Energie;
- Ministère du Travail et de la Fonction Publique ;
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique ;
- Ministère de la Culture, du Tourisme et des Sports ;
- Ministère des Infrastructures et des Transports;
- Ministère du Plan et du Développement.

Pour l'année 2018, il a été convenu avec le Fonds Monétaire International (FMI) un objectif de **167 000 millions de FCFA** au titre des actions sociales. Le Gouvernement, soucieux de la nécessité de

l'amélioration substantielle et continue des conditions de vie des populations les plus vulnérables et exposées à la pauvreté, a mis en place un arsenal de mesures sociales en 2018 pour un montant de 366 014,1 millions de FCFA, soit un rallongement de 199 014,1 millions de FCFA par rapport du niveau des engagements pris avec le FMI.

En termes d'exécution, les dépenses pro-pauvres ont été engagées pour un montant de 276 451,3 millions de FCFA, ce qui représente un engagement en dépassement de 165,5% des prévisions annuelles convenu avec le FMI.

L'exécution, par secteur et suivant les axes de la politique sociales en faveur des pauvres est consolidée dans le tableau ci-après.

Tableau n°20 : Exécution des dépenses pro-pauvres en 2018 (en millions de FCFA)

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère de la Santé	38 307,4	35 569,0	92,9	-2 738,5	Les crédits consommés en 2018 au titre des dépenses pro-pauvres sont orientés, entre autres, vers la réalisation de forages dans les Centres d'Accueil et de Protection des Enfants (CAPE) de Tanguiéta, la construction du Centre d'Intégration et d'Épanouissement des Personnes Âgées d'Abomey, la prise en charge des frais de la gratuité de la césarienne, le traitement gratuit du paludisme chez les enfants de 0 à 5 ans et des femmes enceintes, l'acquisition des réactifs, des médicaments et des consommables médicaux au profit des centres de santé, des personnes atteintes du VIH/SIDA, la prise en charge des hémodialysés, le paiement des frais d'évacuations sanitaires, la lutte contre le tuberculose, la lutte contre l'hépatite et les maladies transmissibles ou non, etc.
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance	3 081,5	3 375,1	109,5	293,6	L'augmentation plus que prévue du niveau des crédits exécutés (+9,5 points de pourcentage) en 2018 est essentiellement imputable aux différentes mesures sociales décrétées dans le secteur des affaires sociales (octroi de microcrédits aux plus pauvres, subventions directes aux personnes vulnérables, etc).
Ministère de l'Eau	21 930,1	10 642,4	48,5	-11 287,7	Quoique les objectifs n'aient été atteints, l'Etat a consacré les 48,5% des prévisions au renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable des villes secondaires de Bassila, Adjarra, Kandi, Allada et leurs environs, à la réalisation des Adductions d'Eau Villageoise dans plusieurs communes du Bénin, etc.
Ministère de la Justice et de la Législation	4 444,7	1 854,2	41,7	-2 590,5	Le niveau d'engagement obtenu, bien qu'étant en dessous des objectifs, a permis l'exécution des activités visant l'amélioration des services judicaires et du système pénitentiaire (alimentation des prisons, amélioration des conditions de détention dans les prisons civiles, suivi et insertion post des détenus, etc.), la promotion des droits de l'homme et la protection de l'enfance et l'adolescence.
Ministère des Enseignements Maternel et Primaire	29 149,2	25 851,9	88,7	-3 297,3	Les différents niveaux obtenus dans le secteur de l'éducation ont permis la réalisation des infrastructures scolaires et universitaires au niveau des trois ordres d'enseignement, le paiement des bourses et secours, l'extension du programme cantines scolaires, le développement des programmes d'accès à l'éducation pour tous (notamment les filles), la promotion de l'alphabétisa-
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	55 290,4	25 689,9	46,5	-29 600,5	tion.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle	7 739,0	6 360,4	82,2	-1 378,7	
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable	48 855,5	62 822,6	128,6	13 967,1	La couverture au-delà des prévisions est liée à la nécessité de faire face aux effets des changements climatiques sur le niveau de vie des populations, la lutte contre l'érosion côtière et ses impacts sur les peuples riverains, la poursuite de l'aménagement du territoire, l'octroi de subventions de l'Etat dans le cadre du projet de substitution du bois énergie par le gaz domestique, etc.
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi	12 747,4	10 530,4	82,6	-2 217,0	
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche	46 408,0	29 883,8	64,4	-16 524,2	
Ministère de l'Energie	50 909,3	43 479,3	85,4	-7 430,0	Les dépenses du secteur sont engagées en faveur de l'électrification rurale dans plusieurs loca- lités du Bénin, l'acquisition de panneaux scolaires au profit des centres de santé et des collèges des localités rurales, etc.
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	1 046,0	929,1	88,8	-116,9	
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité Publique	7 978,6	2 469,0	30,9	-5 509,5	
Ministère de la Culture, du Tourisme et des Sports	12 852,0	5 611,3	43,7	-7 240,7	La promotion de talents culturels et sportifs est au cœur de l'exécution des dépenses au 31 décembre 2018.

Secteurs	Prévisions	Engagement	Taux (%)	Ecarts	Discussions narratives
Ministère des Infrastructures et des Transports	22 539,9	9 704,6	43,1	-12 835,3	
Ministère du Plan et du Développement	2 735,0	1 678,3	61,4	-1 056,7	Exécutées à 61,4% des prévisions annuelles, les dépenses pro-pauvres ont permis d'assurer la distribution de 2 543 tonnes de vivres au profit de 620 écoles à cantines scolaires du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et de poursuivre l'extension des activités du Projet Bénin-Taxis aux grandes villes du Bénin au grand bonheur des populations à travers la création d'emploie pour les jeunes.
Total	366 014,1	276 451,3	75,5	-89 562,8	

08

## **NIVEAU D'EXECUTION DES POLITIQUES**

# PUBLIQUES ET D'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE PERFORMANCE DANS LES MINISTERES

Tableau n°21: Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2018 (en millions de FCFA)

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires			Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetaires	Financière	Physique		
Services généraux des	administrations publ	iques			
Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)	Pilotage et soutien aux services du MDGL	63,5%	74,4%	<ul> <li>Organisation des missions de vérification au niveau de dix-huit (18) communes à savoir : Zè, Allada, Djidja, Glazoué, Za-Kpota, Copargo, Aplahoué, Toviklin, Sö-Ava, Athiémé, Dogbo, Toucountouna, Boukounbé, Natitingou, Bohicon, Kalalé, Sakété et Ifangni;</li> <li>Organisation des missions de contrôle des caisses et régies au niveau de six (06) préfectures à savoir : Cotonou, Porto-Novo, Pobè, Abomey, Djougou et Parakou;</li> <li>Organisation des missions semestrielles de suivi-évaluation des projets du Ministère;</li> <li>Organisation de la revue sectorielle et conjointe 2017 avec les PTF et validation du rapport de performance 2017;</li> <li>Démarrage de la relecture de la PONADEC en actualisant sa vision et son harmonisation avec la PAG 2016-2021 et les réformes;</li> <li>Organisation d'une mission d'assistance juridique, de suivi et de coordination des activités dans la Préfecture de Natitingou;</li> <li>Renforcement des capacités des directions, structures sous tutelle et des préfectures sur l'élaboration des actes normatifs à Parakou.</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
	Promotion de la bonne gouvernance locale	84,8%	39,6%	<ul> <li>Elaboration et mise à disposition des communes des départements du Borgou et de l'Alibori des tableaux des valeurs prônées par la charte nationale de gouvernance locale;</li> <li>Organisation de la mission de partage et d'échange d'expériences entre le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) et le Centre de Formation de l'Administration Locale;</li> <li>Renforcement des capacités des élus communaux et du personnel des administrations locales (formation continue);</li> <li>Formation des femmes élues conseillères communales et municipales à Natitingou sur « Techniques de réseautage : gestion de la vie associative »;</li> <li>Formation et délivrance d'attestation à 46 apprenants de la deuxième promotion du Cycle B;</li> <li>Elaboration du guide d'approbation des Plans de Développement Communaux (PDC) de 3ème Génération par la tutelle dénommé « Guide d&gt;analyse et d&gt;évaluation des PDC »;</li> <li>Organisation des missions de sensibilisation relative à la délimitation des unités administratives dans les départements;</li> <li>Organisation de la mission de collecte des bordereaux de développement 2017, des comptes administratifs 2017 pour la saisie et le traitement des données sur les finances locales 2017.</li> </ul>	
	Promotion de l'économie locale et de l'intercommunalité	75,9%	98,4%	<ul> <li>Organisation des séances de restitution départementales des résultats de l'audit du FADEC 2016 et des contrôles techniques externes;</li> <li>Organisation des restitutions communales des audits du FADeC gestion 2016;</li> <li>Réception provisoire des travaux de construction des marchés principaux de Sèdjè-Dénou, de Aïfa et Agbata dans la commune de Zè, du lot 1 du marché d'Allada.</li> <li>Organisation d'un atelier d'opérationnalisation du cadre juridique de l'intercommunalité au Bénin;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exécution		Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
		Financière	Physique		
				<ul> <li>Organisation des missions d'inspection et de vérification approfondies sur les malversations ou détournement relevés sur les ressources du FADeC /gestion des ressources propres dans des communes du Bénin;</li> <li>Organisation d'un atelier d'échanges avec les Ministères sectoriels sur la bonne mise en exécution du FADeC affecté;</li> <li>Transfert à 100% des ressources du FADeC-investissement non affecté et du FADeC-fonctionnement aux communes;</li> <li>Elaboration d'un guide méthodologique pour les analyses prospectives et rétrospectives des budgets communaux au profit des Maires et Préfectures;</li> <li>Réalisation des études portant élaboration des critères de répartition des FADeC affectés en appui aux Ministères sectoriels.</li> </ul>	
	Appui à la déconcentration	58,3%	95,4%	<ul> <li>Renforcement des capacités des élus sur la gestion des finances locales;</li> <li>Appui aux élus locaux et aux responsables des communes sur la procédure de passation des marchés publics;</li> <li>Appui pour la tenue régulière des séances du cadre de coordination avec les services déconcentrés de l'Etat au niveau local;</li> <li>Appui à l'élaboration des PTA et PAI dans les communes du Département;</li> <li>Exercice du contrôle de la légalité des actes communaux soumis à approbation;</li> <li>Formation du personnel de Transmission des communes sur la maintenance et le dépannage des installations radios;</li> <li>Organisation des réunions du comité départemental de contrôle de légalité;</li> <li>Suivi et le contrôle de l'utilisation par les communes des dotations FADeC-Agriculture;</li> <li>Appui aux comités communaux et les élus locaux dans la gestion de la transhumance;</li> <li>Contrôle et suivi de la tenue des registres d'état civil dans les</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetalles	Financière	Physique		
				<ul> <li>Contrôle et suivi de la tenue des registres d'état civil dans les communes;</li> <li>Organisation des cadres de concertation entre les agents des Mairies et de la Préfecture;</li> <li>Sensibilisation des acteurs du secteur éducatif et autres secteurs sur les grossesses en milieu scolaire et en période d'apprentissage;</li> <li>Organisation des revues trimestrielle de l'exécution du PTA au niveau des préfectures;</li> <li>Appui aux préfectures dans l'élaboration des Programmes Annuels d'Assistance Conseil (PAAC) 2019;</li> <li>Réalisation de l'étude d'impact des PAAC sur le fonctionnement des organes communaux (en cours);</li> </ul>	
Total MDGL		74,0%	80,9%		
Ministère du Plan et du Développement (MPD)	Pilotage et soutien aux services du MPD	86,6%	92,9%	<ul> <li>Etude et analyse des rapports de performance 2016 et 2017 du MPD par l'Inspection Générale du Ministère;</li> <li>Contrôle de la gestion administrative et financière des structures du MPD;</li> <li>Elaboration du Plan Stratégique 2018-2022 et du Plan de Décentralisation et de Déconcentration 2019-2023 du MPD;</li> <li>Appui-conseil aux communes du Bénin.</li> </ul>	<ul> <li>✓ Le taux de satisfaction du personnel du Ministère en 2018 est 37,9% pour une valeur cible de 75% contre 34,8% en 2017;</li> <li>✓ Le taux d'exécution physique du DPPD en 2018 est de 83,9% pour une valeur cible de 90% contre 71,7% en 2017;</li> <li>✓ Le taux de satisfaction des usagers du Ministère en 2018 est 78,1% pour une valeur cible de 85% contre 79,0% en 2017.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
	Orientation du développement	88,4%	85,6%	<ul> <li>Finalisation du Plan National de Développement (PND) 2018-2025</li> <li>Réalisation de l&gt;Enquête sur le Commerce Extérieur Non Enregistré (ECENE);</li> <li>Organisation de la 28 ème édition de la Journée Africaine de la Statistique;</li> <li>Participation au Forum Politique de Haut Niveau sur le Développement Durable en juillet 2018;</li> <li>Organisation et tenue de la Journée Mondiale de la Population à Lokossa.</li> </ul>	<ul> <li>✔ La proportion des indicateurs de suivi des ODD renseignés en 2018 est de 48,2% pour une valeur cible de 80%, largement en dessus de la référence de 12,5%;</li> <li>✔ La proportion de documents statistiques de bonne qualité et diffusés à bonne date en 2018 est de 85,2% pour une valeur cible de 72% pour une référence de 80;</li> <li>✔ La proportion de documents de politiques/stratégies ayant reçu l'avis technique favorable de la DGPD et adopté en Conseil des Ministres au terme d'un seul examen en 2018 est de 95% pour une valeur cible de 100%.</li> </ul>
	Financement du développement et suivi-évaluation	62,3%	77,2%	<ul> <li>Organisation d'une tournée de suivi des projets et programmes du portefeuille actif de l'Etat;</li> <li>Elaboration du manuel d'exécution du Financement Axé sur les Résultats;</li> <li>Elaboration du rapport sur le Profil Social National 2017 « Production du Charbon de bois au Bénin: analyse &amp; enjeux »;</li> <li>Négociation des accords de financement du Projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès au Marché (PADAAM) à Rome en Italie (du 24 au 25 juillet 2018);</li> </ul>	✔ Le nombre de promoteurs à l'exportation accompagnés dans le cadre du partenariat AGOA en 2018 est de 17 pour une valeur cible de 16 contre 14 en 2017;

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetalles	Financière	Physique		
				<ul> <li>Organisation de la table ronde sur le programme de cantines scolaires, le 05 juillet 2018 à Cotonou;</li> <li>Organisation d'une table ronde sectorielle avec les Partenaires Techniques et Financiers pour le financement du programme d'assainissement pluvial de Cotonou à Paris, le 17 janvier 2018.</li> </ul>	✓ Le pourcentage de requêtes de financement transmises aux PTF est de 27% pour une valeur cible de 60% contre 100% en 2017.
Total MPD		74,5%	84,0%		
Ministère du Travail et de la Fonction Publique (MTFP)	Pilotage et soutien aux services du MTFP	90,4%	82,9%	<ul> <li>Renforcement des capacités des cadres de la cellule juridique et d'autres cadres du Ministère sur les techniques de rédaction des actes normatifs;</li> <li>Elaboration des documents budgétaires DPPD 2019-2021, PAP 2019 et les outils de planification PTA, PCC et PPMP 2019;</li> <li>Organisation des revues trimestrielle, semestrielle et annuelle du PTA 2018;</li> <li>Inspection des entreprises privées et parapubliques exerçant dans divers secteurs d'activités dans les départements du Mono/Couffo, du Zou et des Collines;</li> <li>Sensibilisation des employeurs et travailleurs des départements de Mono/Couffo sur les aménagements apportés par la loi 2017-05 du 29 août 2018;</li> <li>Formation des gestionnaires de crédits sur les nouvelles procédures de passation des marchés publics;</li> <li>Vulgarisation du rapport d'évaluation du système national d'intégrité au Bénin au profit des agents des Directeurs départementaux du MTFP;</li> <li>Formation sur la Budgétisation sensible au genre.</li> </ul>	<ul> <li>1900 travailleurs ont été impactés par les mesures correctives préconisées aux employeurs;</li> <li>60% des entreprises privées et parapubliques des communes du Département de Zou/collines sont contrôlés;</li> <li>101 entreprises du Mono et du Couffo ont fait l'objet de contrôle;</li> <li>Le taux de satisfaction en 2018 est de 68,2%.</li> </ul>
	Travail et sécurité sociale	87,0%	77,4%	<ul> <li>Recensement 107 enfants et réinsertion de 20 enfants dans les pires formes de travail dans des centres d'accueil;</li> <li>Recensement des bénéficiaires probables des prestations de la branche assurance vieillesse au cours de l'année;</li> </ul>	402 agents/employés d'entreprises du secteur moderne (entreprises formelles) ont été financés en 2018;

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetaires	Financière	Physique		
				<ul> <li>Appui financier aux agents/employés d'entreprises du secteur moderne (entreprises formelles), micros entreprises et des apprentis;</li> <li>Renforcement des capacités opérationnelles du personnel des entreprises du secteur privé formel et informel.</li> </ul>	<ul> <li>184 micros entreprises du secteur de l'artisanat ont été subventionnées;</li> <li>2 021 apprentis ont été formés dans divers métiers de l'artisanat.</li> </ul>
	Modernisation de l'administration publique	79,0%	82,4%	<ul> <li>Finalisation de 217 actes d'avancement de grade pour le compte de 2 890 fonctionnaires de l'Etat;</li> <li>Mise à jour de 68 713 situations administratives pour le compte de 29 136 agents avec 9560 actes de carrières;</li> <li>Développement de plusieurs modules de dématérialisation des actes (acte de retraite, lettre de félicitation, acte d'engagement, acte de nomination, contrat de travail, les actes de positions);</li> <li>Développement de l'interface des bordereaux de mandatement des actes de carrières</li> <li>Interconnexion des logiciels FUR-Sunkwè pour l'échange de données électroniques dans le cadre du traitement des salaires;</li> <li>Elaboration d'un manuel de procédures d'organisation des concours de recrutement;</li> <li>Renforcement des plateformes en ligne et outils de collecte (SyGeC, site web, E-Codir, plateforme de suivi du parc informatique).</li> </ul>	
Total MTFP		87,3%	80,7%		
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPMEPE)	Pilotage et soutien aux services du MPMEPE	75,7%		<ul> <li>Mise en place du site web du MPMEPE</li> <li>Actualisation du plan stratégique de développement du secteur des PME</li> <li>Organisation de deux (02) tournées de suivi-évaluation des projets et programmes</li> <li>Réalisation de l'inventaire du patrimoine du Ministère.</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	- baagetalles -	Financière	Physique		
	Emploi	73,9%		<ul> <li>Formation de 53 959 jeunes en compétences micro entrepreneuriales dans les domaines ci-après : ACV, TRIE, CREE et GERME;</li> <li>Appui à 7 379 jeunes à démarrer ou à étendre une nouvelle micro entreprise individuelle;</li> <li>27 430 femmes bénéficiaires de programmes d'emploi dans les domaines ACV, TRIE, CREE, GERME1;</li> <li>Formations de mise à niveau de 1 069 maîtres artisans;</li> <li>14 959 jeunes peu ou pas lettrés ont été appuyés à l'élaboration de plan d'affaire;</li> <li>Appui de 75 jeunes femmes dans les métiers dits masculins;</li> <li>Dons d'installation à 7 354 jeunes;</li> <li>Réalisation et diffusion de quinze (15) émissions sur l'orientation en milleu scolaire et universitaire dénommées « carrefour emploi »;</li> <li>Formation de cent (100) bénéficiaires du projet d'appui à l'emploi indépendant (PAEI) au niveau des 12 antennes (élaboration de plan d'affaire, etc);</li> <li>Reconversion de cent (100) bénéficiaires du programme de Renforcement des Capacités des Demandeurs d'Emploi le (RCDE);</li> <li>Formations au profit de 195 jeunes promoteurs sur les techniques managériales et entrepreneuriales;</li> <li>Recensement de 129 structures d'accueil et structures opérant dans le domaine de volontariat;</li> <li>Paiement des allocations à 3 600 anciens Jeunes Volontaires d'Expertise Professionnelle</li> <li>Accompagnement de six (06) volontaires pour leur voyage sur la France dans le cadre du Programme de Volontariat International et de Réciprocité avec France Volontaires.</li> </ul>	
	Artisanat	79,2%		<ul> <li>Elaboration et validation de quatre (04) projets de textes d'application du code communautaire relatifs à l'apprentissage;</li> <li>Organisation des séances départementales de pré-validation du projet de décret portant statuts de la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Bénin CMAB-BENIN;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetalles	Financière	Physique		
				<ul> <li>Formation des maitres artisans du bois, du textile et des métaux sur la démarche qualité et les normes;</li> <li>Organisation de tournées de formations de 150 artisans (dont les bénéficiaires au SIAO) sur les techniques de fidélisation de la clientèle à Parakou, Bohicon et Pobè;</li> <li>Appui à la participation des artisans sélectionnés aux foires et salons sous régionaux et internationaux.</li> </ul>	
	Appui aux PME	92,6%		<ul> <li>Elaboration du répertoire des PME à vocation publicitaire;</li> <li>Mise en œuvre du partenariat entre AFD et le Gouvernement béninois à travers le financement de 8 micro-projets pour une valeur d'environ 430 millions;</li> <li>Renforcement des capacités managériales des PME et PMI sur la rationalisation de la gestion des entreprises;</li> <li>Réalisation du manuel de formation et d'information juridiques des PME;</li> <li>Appui aux PME pour la participation aux foires.</li> </ul>	
Total MPMEPE		75,8%			
Santé et protection so	ciale				
Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance (MASM)	Pilotage et soutien aux services du MASM	97,0%	86,6%	<ul> <li>Achèvement des travaux de construction des Centres de Promotion Sociale de Sainte-Cécile, d'Avrankou, d'Agbokou et d'Akpro-Missérété;</li> <li>Construction des clôtures des Centres de Promotion Sociale de d'Agbangnizoun et de Toviklin;</li> <li>Construction de la Clôture du Centre d'Accueil et de Protection des Enfants d'Adjohoun;</li> <li>Réalisation d'un forage et construction du bloc administratif et de la clôture du Centre d'Accueil et de Protection des Enfants (CAPE) de Tanguiéta (en cours d'achèvement);</li> <li>Construction du réfectoire du CAPE de Zagnanado;</li> <li>Construction du Centre d'Intégration et d'Épanouissement des Personnes Âgées d'Abomey (en cours d'achèvement).</li> </ul>	✔ Le taux d'exécution physique du PTA du Ministère est de 74,9%.

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetailes	Financière	Physique		
	Promotion socioéconomique des couches vulnérables  Promotion de l'industrie de la microfinance	94,4%	67,5% 72,2%	<ul> <li>Elaboration et validation des avant-projets de décrets relatifs à la Loi portant protection et promotion des Droits des Personnes Handicapées;</li> <li>Octroi d'un appui financier à 35 parents de triplés et à 100 étudiants handicapées des Universités d'Abomey-Calavi et de Parakou;</li> <li>Organisation de deux sessions du cadre de concertation des dignitaires et chefs de couvents sur l'initiation des enfants au culte vaudou</li> <li>Mise en place de la plateforme du compendium des compétences Féminines au Bénin;</li> <li>Finalisation des études complémentaires pour l'opérationnalisation du projet ARCH;</li> <li>Identification et enrôlement des pauvres.</li> <li>Octroi de micro crédits à plus de 3 395 bénéficiaires à travers 8 Services Financiers Décentralisés;</li> <li>Démarrage de la phase pilote du projet de Finance Digitale du Fonds National de la Microfinance ayant touché 9 SFD et 2.592 bénéficiaires.</li> </ul>	<ul> <li>Le nombre de familles réconciliées est de 5 500 en 2018;</li> <li>L'Indice de Développement et des Inégalités entre les Sexes au Bénin (IDISB) est passe à 0,618 en 2018.</li> <li>Le nombre de femmes appuyées en micro-crédit a atteint 3 395 en 2018.</li> </ul>
Total MASM		104,2%	74,9%		
Enseignements		10-1,270	7-4,570		
Ministère de l'Enseignement Secondaire, technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)	Pilotage et soutien aux services du MESTFP	96,3%	60,0%	<ul> <li>Production et édition de l'annuaire statistique scolaire de l'année 2017-2018;</li> <li>Vérification de la gestion administrative, financière, comptable et matérielle dans 42 établissements sur 50;</li> <li>Contrôle de 50 établissements sur la gestion des heures de vacation et des heures supplémentaires;</li> <li>Formation de 400 Points focaux et agents sur la gestion des archives;.</li> </ul>	✔ Le taux d'exécution du budget base engagemen est de 65,0%.

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
				<ul> <li>320 Conseillers pédagogiques de l'ESG et 77 de l'ETFP ont exécuté le seuil minimal de 36 visites de classe au titre de l'année scolaire 2017-2018;</li> <li>Remédiations pédagogiques au profit de 6 664 enseignants;</li> <li>Réalisation de 2 362 inspections d'enseignants, de 289 animations pédagogiques et analyse de 19 619 cahiers de textes étudiés et 5 865 cahiers de cours et 1 626 épreuves;</li> <li>Paiement de diverses primes de rentrée à 16 318 agents au titre de la rentrée scolaire 2018-2019</li> </ul>	
	Enseignement secondaire général	77,1%	46,0%	<ul> <li>Travaux de construction de plusieurs modules de salles de classe, de blocs de latrines à 4 cabines, de plusieurs mètres linéaires de mur de clôture au profit des CEG dans les départements du Bénin;</li> <li>Transfert de fonds FADeC de plus de 85 millions de FCFA aux trois (3) communes à statut particulier pour la construction/ réhabilitation et l'équipement d'infrastructures scolaires;</li> <li>Prise en charge des frais de scolarité des filles du ler cycle de l'Enseignement Secondaire Général;</li> <li>Prise de mesures incitatives au développement de la série C dans 37 établissements;</li> <li>Entretien de 527 chefs d'établissement sur diverses thématiques et les outils/notions pouvant les aider à asseoir un management de qualité dans leurs établissements respectifs.</li> </ul>	<ul> <li>✓ Le taux de réussite aux examens de BEPC est porté 28,6% en 2018 contre 50,6% en 2017;</li> <li>✓ Le taux de réussite aux examens de BAC est porté à en 2018 33,4% contre 41,8% en 2017.</li> </ul>
	Enseignement technique et formation professionnelle	54,7%	71,0%	<ul> <li>Formation sur les notions entrepreneuriales de 14 meilleures filles des lycées agricoles lors d'un camp d'excellence au LTA-Ina;</li> <li>Prise en charge partielle des frais de scolarité de 693 filles inscrites dans la filière industrielle;</li> <li>Travaux de construction d'infrastructures (réfectoire et atelier électrotechnique) au profit du Lycée Technique de Tchaourou (en cours);</li> <li>Travaux de construction des blocs pédagogiques et administratifs, des ateliers, d'un bloc infirmerie du CFPA Bopa;</li> </ul>	✔ Le nombre d'apprenants de l'ETFP pour 100 élèves de l'ESG est 3,7% en 2018 sur une contre 3,6% en 2017.

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
	Alphabétisation et formation des	84,8%	81,0%	<ul> <li>Mise en stage à la SONEB, dans les antennes de Bohicon et Parakou durant deux (2) semaines, de 14 apprenants de la spécialité Eau et Assainissement;</li> <li>Paiement des bourses de l'Enseignement Technique;</li> <li>Supervision des centres/espaces d'alphabétisation dans le cadre de la campagne expérimentale d'alphabétisation 2017-2018 basée sur</li> </ul>	<ul> <li>Le taux d'alphabétisation en langues nationales des</li> </ul>
	adultes			<ul> <li>la stratégie du faire-faire au profit des artisans;</li> <li>Formation de 97 acteurs du personnel d'encadrement (C/SAENF, CCA et superviseurs) à l'utilisation des outils standardisés de gestion des centres d'alphabétisation;</li> <li>- Traduction en langue nationale Fulfuldé et vulgarisation de différents textes règlementaires sur la transhumance au Bénin.</li> </ul>	personnes de 15 ans et plus a atteint 11,5% en 2018.
Total MESTFP		88,6%	65,0%		
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	Pilotage et soutien aux services du MESRS	83,2%	61,6%	<ul> <li>Poursuite de l'assainissement des Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur (EPES) pour une formation de qualité;</li> <li>Dématérialisation des actes de carrière du personnel du MESRS;</li> <li>Suppression progressive du BTS et organisation des examens de Licence et Master;</li> <li>Délivrance des relevés, attestations et diplômes;</li> <li>Organisation des concours d'entrée dans les Ecoles et Instituts du Supérieur;</li> <li>Organisation des revues trimestrielles de mise en œuvre du PTA.</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
	Enseignement supérieur	54,4%	72,7%	<ul> <li>Renforcement de l'effectif des enseignants au profit des Universités Nationales du Bénin (86 enseignants déjà recrutés et 114 en cours);</li> <li>Achèvement des travaux de construction d'un laboratoire pluridisciplinaire de type R+1 et d'un décanat pour la faculté de droit de l'Université de Parakou;</li> <li>Poursuite des travaux de construction des amphithéâtres de type R+2 au profit de l'Université d'Abomey-Calavi et de l'Université de Parakou;</li> <li>Poursuite de la restructuration de la carte universitaire.</li> </ul>	
	Recherche scientifique et innovation technologique	65,8%	66,7%	<ul> <li>Organisation de la lère édition de la « foire made in Bénin » pour la promotion des innovations, des savoirs et savoir-faire endogènes du 17 au 21 août 2018 à Cotonou;</li> <li>Création et investissement dans les filières cibles techniques et professionnelles;</li> <li>Construction et mise en service du bâtiment du centre de production numérique à l'UAC.</li> </ul>	
	Vie de l'étudiant	76,1%	83,4%	<ul> <li>Maintien de la gratuité des droits d'inscriptions qui couvre près de 70 % des étudiants (étudiants non boursiers, non secourus et nonsalariés);</li> <li>Paiement des arriérés d'allocations des années 2015 à 2017 à hauteur de 14 911 935 280 FCFA;</li> <li>Attribution des allocations universitaires à 166 doctorants;</li> <li>Application du décret n°2017-157 de mars 2017 qui a permis de couvrir 29 977 allocataires soit 14 197 anciens et 15 780 nouveaux soit une augmentation de plus de 100% du nombre de bénéficiaires.</li> </ul>	
Total MESRS		62,5%	-		

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetaires	Financière	Physique		
Affaires économiques					
Ministère des Infrastructures et des Transports (MIT)	Pilotage et Soutien aux Services du MIT	50%	73%		
	Entretien et Construction des Routes et Infrastructures de Transport Rural.	34,7%	75%	<ul> <li>Pré qualification de trois concessionnaires pour la construction d'un axe autoroutier de contournement Nord-Est de la ville de Cotonou avec construction d'un nouveau pont sur le lac Nokoué;</li> <li>Réalisation des travaux de construction du pont de Tovègbamey sur l'axe Akpro missrété-Kpédékpo;</li> <li>Réalisation des travaux de construction du pont de Womey;</li> <li>Réalisation des travaux de bitumage sur plusieurs axes tels que:</li> <li>Zagnanado-Paouignan et les brettelles Covè-Banamè, Koguédé-Za-kpota (74,33 km),</li> <li>Korontière-Boukoumbé-Natitingou (40 km)</li> <li>Dassa-Savalou-Djougou et les brettelles Bassila-Manigri et Prékété Frontière Togo (260 km)</li> <li>Porto-Novo-Akpro-Missérété (12 km)</li> <li>Route des pêches phasel: Tronçon Cotonou-Adounko (12,547 km).</li> </ul>	✔ L'Indice d'état du réseau routier a atteint 50% en 2018.
	Transport Aérien	59,9%	80%	<ul> <li>Délimitation et sécurisation du domaine de l'aéroport de glodjigbé (3028 ha) et poursuite des opérations de dédommagement des occupants du domaine de l'aéroport (720 personnes affectées par le projet ont été déjà dédommagées pour un montant total de 1.551.000.000 FCFA;</li> <li>Début des travaux de construction de la base vie de l'entrepreneur chinois CACC/YCIH.</li> </ul>	◆ Le taux d'accroissement annuel du trafic passagers est de 0,72% en 2018.
	Transport Maritime	48,9%	65%	• Mise en œuvre effective du contrat de gestion du Port Autonome de Cotonou par la Société PAI (Port Antwerp International) SA	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
	Transport Terrestre et Sécurité Routière	40,7%	60%	<ul> <li>Suppression de toutes les barrières non réglementaires sur nos différents corridors;</li> <li>Reconversion du contrôle routier répressif en contrôle sensibilisation; la pose de radars pédagogiques sur les axes routiers pour la limitation de vitesse.</li> </ul>	
Total MIT		35,2%	71,9%		
Ministère de l'Energie (ME)	Pilotage et soutiens aux services du ME	85,8%	87,1%	<ul> <li>Construction et Equipement des Bâtiments du ME;</li> <li>Renforcement des moyens financiers, matériels et humains des directions départementales;</li> <li>Renforcement des capacités pour la conduite du processus de planification, de programmation, suivi et d'évaluation des programmes et projets du Ministère.</li> </ul>	
	Energie	119,7%	79,7%	<ul> <li>Réhabilitation de 15 moteurs de Porto-Novo, Parakou et Natitingou au profit des centrales de Porto-Novo, Parakou et de Natitingou pour une puissance totale de 30 MW;</li> <li>Travaux de construction d'une Centrale Thermique de 120 Mégawatts à Maria-Gléta (installation des moteurs, construction des bâtiments et aménagement de la voie d'accès);</li> <li>Modernisation du réseau électrique dans le cadre du Projet de Développement de l'Accès à l'Energie Moderne;</li> <li>Renforcement et extension des réseaux électriques dans les localités urbaines du Bénin;</li> <li>Electrification de plusieurs localités rurales du Bénin par raccordement au réseau conventionnel de la SBEE;</li> <li>Acquisition et déploiement de matériels solaires (panneaux et batteries solaires) pour l'éclairage des centres de santé et de collèges des localités rurales (exemple : d'Aklamkpa et Logozohè);</li> <li>Achèvement des travaux de construction de la ligne de transport 161 kV entre Onigbolo et Parakou;</li> <li>Promotion des foyers NANSU dans les villes de Cotonou, d'Abomey-Calavi, de Porto-Novo et de Parakou (subvention de plus 6 000 foyers améliorés);</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetalles	Financière	Physique		
				<ul> <li>Approvisionnement en carburants et lubrifiants des groupes électrogènes, des centrales thermiques de MRI, AGGREKO et APR;</li> <li>Acquisition et installation de systèmes photovoltaïques résilients constitués de cinq (05) kiosques métalliques, de cinq (05) hangars, de cinq (05) mini-centrales photovoltaïques résilients fournissant les services énergétiques (Electrification, recharge des lampes et téléphones portables GSM à base de solaire, services de congélation de produits frais et des médicaments en milieux ruraux, services de l'audio-visuel, etc.);</li> <li>Acquisition et installation de 41 lampadaires solaires pour l'électrification des communautés vulnérables hors réseau et vulnérables des localités de Gbédé (Ouèssè), Kolobi (Djidja), Fita (Dassa-Zoumé), Kokohou, (Djougou) et Dahendé (Touncountouna).</li> </ul>	
Total ME		118,4%	82,4%		
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	Pilotage et soutiens aux services du MAEP	70,4%	69,1%	<ul> <li>Elaboration/revue des système de suivi-évaluation des différents projets du ministère;</li> <li>Actualisation des documents techniques (Manuels des agents enquêteurs, des contrôleurs, des coordonnateurs de zone, des superviseurs et du masque de saisie) du Recensement National de l'Agriculture;</li> <li>Suivi des transferts de ressources FADeC-agriculture;</li> <li>Evaluation des activités et rapport d'avancement en prélude à la revue à mi-parcours du Projet d'Appui à la Promotion des Services Financiers Ruraux Adaptés (PAPSFRA)</li> <li>Organisation des séances de plaidoyer à l'endroit des conseils communaux pour l'intégration des activités sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les plans annuels d'investissement;</li> <li>Construction et équipement d'un laboratoire pluridisciplinaire des Travaux Pratiques de base pour la Faculté des Sciences Agronomiques.</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	- buugetailes -	Financière	Physique		
	Agriculture	59,2%	55,4%	<ul> <li>Travaux d'aménagement des jardins maraîchers, des bas-fonds rizicoles dans plusieurs communes du Bénin;</li> <li>Acquisition de bâches, d'égreneuses, de batteuses, d'équipement d'étuvage et de transformation maraîchère au profit des coopératives féminines dans les départements de l'Alibori, le Borgou et des Collines;</li> <li>Réalisation des aménagements californien et semi-californiens pour le riz;</li> <li>Réalisation des aménagements pour irrigation par goutte à goutte pour l'ananas;</li> <li>Réalisation des aménagements pour l'irrigation goutte à goutte pour les plantations d'anacardiers;</li> <li>Réception provisoire des travaux de construction de six (06) centres de groupage;</li> <li>Réception provisoire des travaux de réhabilitation et de construction de 3,60km de digue piste et de 45,774km de pistes agricoles;</li> <li>Acquisition de 550 kg de semences certifiées de maïs et de 4 400 kg d'engrais;</li> <li>Production en cours par 35 semenciers sur 66,25 ha (pour produire 70 tonnes de semences certifiées de soja TGX pour le réseau ABS);</li> <li>Formation de plusieurs pépiniéristes producteurs de plants greffés d'anacardier, des ramasseuses de noix de Karité, producteurs de soja, des semenciers, des étuveuses dans les plusieurs communes du Bénin;</li> <li>Construction presque achevée sur le terrain des Foyers Améliorés pour les transformatrices de Soja et les transformatrices de Karité.</li> </ul>	
	Elevage	68,0%	76,0%	<ul> <li>Travaux construction et équipement de l'abattoir de Cotonou;</li> <li>Exécution de contrat d'acquisition des aliments pour l'élevage laitier et des porcins des fermes d'élevage;</li> <li>Suivi de l'exécution des travaux d'achèvement de la construction des aires d'abattage</li> <li>Travaux d'achèvement de la réhabilitation de 02 retenues d'eau restantes dans les communes de Gogounou et de Kandi</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
				• Lancement de la commande pour le raccordement des postes vétérinaires frontaliers d'Ifangni et de Kraké au réseau électrique SBEE.	
	Pêche et aquaculture	29,0%	50,0%	<ul> <li>Réalisation d'un réseau d'adduction d'eau (forage équipé et château d'eau) au profit de l'Ecole d'Aquaculture de la Vallée;</li> <li>Lancement d'une étude sur la capacité de charge du Lac Toho en enclos et en cage flottante pour la production aquacole dans les Communes de Houeyogbé, Lokossa et Athiémey.</li> </ul>	
Total MAEP		63,8%	62,6%		
Souveraineté					
Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération (MAEC)	Pilotage et soutien aux services du MAEC	57,9%	51,7%	<ul> <li>Organisation de deux (02) formations l'une au profit des agents sur la déontologie et la rédaction administrative, l'accueil et l'organisation documentaire; et l'autre au profit des CVA sur l'approche qualité et la déontologie;</li> <li>Remise en état du groupe électrogène du Ministère;</li> <li>Organisation des revues trimestrielles d'exécution du PTA;</li> <li>Organisation de missions de renforcement des capacités des agents en matière de planification opérationnelle dans dix (10) postes diplomatiques et consulaires;</li> <li>Refonte du site web;</li> <li>Interconnexion du nouveau bâtiment et de l'ancien bâtiment du Ministère par fibre optique;</li> <li>Organisation des archives de l'ancienne Direction de l'Administration et élaboration des instruments de recherche y relatifs.</li> </ul>	
	Diplomatie et coopération internationale	84,4%	66,3%	<ul> <li>Réalisation de l'étude de faisabilité du projet « Renforcement de la Diplomatie Economique » (PRDE);</li> <li>Organisation de journées économiques du Bénin au niveau des Ambassades ou Consulats (Brésil, Chine);</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exécution		Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
		Financière	Physique		
				<ul> <li>Participation du Bénin à la première session de la Grande Commission Mixte de coopération bénino-israélienne;</li> <li>Organisation de la 6ème session des consultations politiques bénino-russes;</li> <li>Participation aux réunions statutaires;</li> <li>Acquisition de matériels au profit des postes diplomatiques et consulaires;</li> <li>Organisation de missions de suivi et de contrôle du programme spécial de construction, de rénovation, d'acquisition des chancelleries et résidences des Ambassadeurs en collaboration avec le MCVDD et le MEF (Abuja, Addis Abeba, Beijing, Kinshasa, Pretoria, Abidjan, Accra, Berlin, Rabat, Rome, Ottawa, Bruxelles, New York et Copenhague);</li> <li>Acheminement de huit objets d'arts vers les Ambassades (Abu Dhabi);</li> <li>Réalisation d'une évaluation indépendante du Programme MIDABénin;</li> <li>Organisation de la revue à mi-parcours de la coopération béninoaméricaine;</li> <li>Concertation bilatérale bénino-japonaise.</li> </ul>	
	Béninois de la diaspora et affaires consulaires	95,2%	64,0%	<ul> <li>Conception, édition et publication d'un manuel de procédures consulaires;</li> <li>Évaluation interne du processus du Dialogue national 2016-2017 sur la migration;</li> <li>Elaboration de la politique nationale migratoire du Bénin:</li> <li>Protection des enfants migrants dans les situations d'urgence à Cotonou,</li> <li>Participation du Bénin au Forum Mondial sur la Migration et le Développement à Marrakech-Maroc;</li> <li>Mise à clef des appareils de chiffrement dans les postes Diplomatiques et Consulaires.</li> </ul>	



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
	Système d'information et communication stratégiques (diplomatie stratégique)	0,8%	39,9%	<ul> <li>Participation au forum de l'Organisation internationale de la francophonie sur les pouvoirs publics des pays francophones face aux défis économiques et géostratégiques du numérique;</li> <li>Participation au colloque international au Québec sur la Gouvernance et la transformation structurelle des économies africaines;</li> <li>Réalisation de l'étude de faisabilité du projet « Promotion de la Culture et du Tourisme Béninois à l'extérieur » (PPCTBE);</li> <li>Réalisation d'affiches sur le tourisme culturel, l'écotourisme et le tourisme de vision au Bénin.</li> </ul>	
Total MAEC		80,7%	58,9%		
Défense, Ordre et Sécu	urité Publique	1			
Ministère de la Justice et de la Législation (MJL)	Pilotage et Soutien des services du MJL	96,7%	37,8%	<ul> <li>Acquisition de matériels informatiques au profit du ministère;</li> <li>Elaboration des différents outils de planification et de suivi de l'exécution du budget du ministère.</li> </ul>	
	Cadre Législatif, Normatif et Institutionnel	54,8%	59,9%	<ul> <li>Organisation des missions d'enquêtes, de contrôle et de vérification par l'Inspection Générale des Services Judiciaires;</li> <li>Finalisation du guide logistique du Bénin;</li> <li>Organisation de la première session 2018 de l'OHADA.</li> </ul>	
	Services Judiciaires	96,8%	34,5%	<ul> <li>Construction et équipement des salles de scellés des Tribunaux de Première Instance (TPI) de Ouidah et de Lokossa;</li> <li>Carrelage de sol et peinture des bâtiments des TPI de Parakou, Natitingou et Djougou;</li> <li>Achèvement des travaux de pavage et d'assainissement des cours du TPI de Kandi;</li> <li>Renforcement des juridictions en équipements (mobiliers et matériels de bureau et de matériels informatiques);</li> <li>Renforcement des chambres administratives en équipements (étagères de rangement, ordinateurs portatifs, ouvrages spécialisées et fournitures de bureau);</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	budgetaires	Financière	Physique		
				• Conception et validation des guides de procédure administrative à l'usage des acteurs judiciaires et du public.	
	Système Pénitentiaire	96,9%	73,1%	<ul> <li>Construction des clôtures des maisons d'arrêt de Lokossa et de Natitingou;</li> <li>Renforcement du plateau technique des infirmeries des maisons d'arrêt et prisons civiles;</li> <li>Construction d'un dortoir à la maison d'arrêt de Lokossa;</li> <li>Réalisation des travaux d'assainissement de la maison d'arrêt de Cotonou;</li> <li>Acquisition et installation des groupes électrogènes au profit des maisons d'arrêt et des prisons civiles de Parakou, de Porto-Novo; de Cotonou et de Savalou;</li> <li>Réalisation des travaux de construction d'un poste d'eau autonome à la prison civile de Ouidah.</li> </ul>	
	Promotion des droits de l'Homme et Protection de l'Enfance et de l'Adolescence	117,3%	54,8%	<ul> <li>Elaboration des plaquettes de vulgarisation des services administratifs, judiciaires et juridictionnels et des procédures pour l'accès des personnes vulnérables aux droits et à la justice;</li> <li>Appui à la participation du Bénin à la 37ème session du Conseil des Droits de l'Homme;</li> <li>Elaboration et validation du rapport périodique sur la charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et du rapport de mise en œuvre de la Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF);</li> <li>Edition de 500 exemplaires du code de l'enfant et de la convention relative aux droits de l'enfant;</li> <li>Conception de la base de données numérisée sur les textes législatifs et la jurisprudence au profit des usagers du Centre de la Documentation et de l'information Judiciaire;</li> <li>Organisation des archives des TPI Kandi et Cotonou.</li> </ul>	
Total MJL		96,2%	53,7%		

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	- baugetailes -	Financière	Physique		
Ministère de la Défense Nationale (MDN)	Pilotage et soutien aux services du MDN	88,1%	85,2%	<ul> <li>Réalisation de sept (07) activités de vérification ou de contrôle des structures du MDN par l'Inspection Générale des Armées;</li> <li>Organisation de quatre (04) revues du PTA 2018 et suivi de la mise en œuvre du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses (DPPD);</li> <li>Elaboration des documents de préparation et d'exécution budgétaires (DPPD, PAP, PTA, PCC et PPMP) 2019;</li> <li>Elaboration du rapport de performance 2017.</li> </ul>	
	Préparation des forces	154,1%	91,0%	<ul> <li>Réalisation des formations des personnels militaires;</li> <li>Amélioration du fonctionnement des écoles militaires d'enseignement secondaire (Prytanée Militaire de Bembèrèkè et Lycée Militaire des Jeunes Filles-GMK);</li> <li>Réalisation d'une manœuvre nationale.</li> </ul>	
	Protection du territoire national	85,4%	90,5%	<ul> <li>Surveillance maritime et fluviale;</li> <li>Fonctionnement des unités de l'Armée de Terre;</li> <li>Coordination au niveau stratégique des forces.</li> </ul>	
	Équipements et Infrastructures	329,9%	85,5%	<ul> <li>Paiement d'acomptes dans le cadre de la construction du camp militaire d'Allada;</li> <li>Réalisation du mur de clôture et de l'étanchéité du réfectoire du Lycée Militaire des Jeunes Filles-GMK);</li> <li>Réfection de la toiture des salles de cours au Prytanée Militaire de Bembèrèkè (PMB);</li> <li>Réfection du dortoir du PMB et de la salle des professeurs;</li> <li>Construction d'un poste de commandement et d'un magasin de stockage au Centre de Formation aux Opérations de Maintien de la Paix (CFOMP) de Cana;</li> <li>Achèvement du mur de clôture de la base logistique du Génie à Abomey-Calavi;</li> <li>Acquisition d'équipements de mobilité, de communication, d'intervention, de surveillance et d'armement au profit des Forces Armées Béninoises et de la Police Républicaine;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	- Buugetailes -	Financière	Physique		
				<ul> <li>Acquisition d'effets d'habillement au profit de la Police Républicaine.</li> </ul>	
Total MDN		124,5%	89,9%		
Ministère du Tourisme, de la Culture et des Sports (MTCS)	Pilotage et soutien aux services du MTCS	97,2%	55,7%	<ul> <li>Organisation des revues trimestrielles d'exécution du PTA;</li> <li>Renforcement des capacités des cadres du ministère sur la Réforme LOLF</li> <li>Dématérialisation des réunions (e-CODIR)</li> <li>Mise en œuvre des formatons qualifiantes prévues au Plan de Formation.</li> </ul>	
	Sports	140,6%	46,5%	<ul> <li>Organisation du Gala des Champions;</li> <li>Octroi des subventions à toutes les fédérations;</li> <li>Appui à la préparation et la participation de 29 fédérations sportives aux compétitions internationales;</li> <li>Mise à disposition des équipements au profit des classes sportives et associations sportives;</li> <li>Travaux de construction de 22 stades et arènes dans les communes du Bénin;</li> <li>Octroi de bourses aux sportifs;</li> <li>Organisation du Tournoi inter institutions.</li> </ul>	
	Jeunesse	90,2%	27,8%		
	Loisirs	88,0%	1,3%		
	Tourisme	86,5%	30,1%	Réalisation des travaux de réhabilitation et d'aménagements des sites et voies d'accès (mare ZEKPON, belvédère de Kjindji, palmier à 7 troncs et 9 branches mare aux caïmans de Savalou, voie d'accès à l'embarcadère de Djassin et viabilisation du site, maison des arts et de la culture de Kétou, chutes de Tanougou)	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Taux d'exéc	ution	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	buugetalles	Financière	Physique	ue	
	Culture	93,7%	41,3%	<ul> <li>Promotion et diffusion des produits et œuvres artistiques et culturelles sur le marché national;</li> <li>Promotion et diffusion des produits et œuvres artistiques et culturelles sur le marché international;</li> <li>Organisation de l'édition 2018 du FITHEB;</li> <li>Organisation du Festival des Musiques Urbaines.</li> </ul>	
Total MTCS		120,1%	41,3%		

# CONCLUSION

Somme toute, l'exécution budgétaire 2018 affiche globalement un dépassement des objectifs de recettes budgétaires : 1 153 621,8 millions de FCFA, soit un taux recouvrement de 101,6% des prévisions annuelles. Elles sont en hausse de 151 286,1 millions FCFA par rapport aux réalisations en 2017.

Quant aux dépenses budgétaires, elles ont été globalement bien engagées suivant les repères de transparence, d'arrimage des engagementsdedépensesaurythmederecouvrement des recettes, de rationalisation des dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses de personnel). La primauté a été accordée aux dépenses d'investissement en vue du développement des infrastructures de production et soutien aux entreprises (agriculture, énergie, routes, technologies de l'information et de la communication, etc.). L'engagement des dépenses s'est également orienté vers le renforcement des investissements dans les secteurs sociaux (hygiène et assainissement, eau, santé, éducation, microfinance, protection sociale, etc.).

Par ailleurs, la mise en œuvre des Plans de Travail Annuels (PTA) ministères reste en cohérence avec les options de transformation structurelle de l'économie béninoise et d'amélioration continue des conditions de vie des populations telles engagées depuis 2016. Toutefois, la poursuite de l'organisation des revues trimestrielles desdits plans s'avère importante pour la consolidation des acquis, l'identification des difficultés et la construction des solutions adaptées pour l'amélioration des taux d'exécution physique en lien avec le niveau de consommation des crédits.

Les différentes réformes fiscales et budgétaires entreprises devront être poursuivies et accélérées, d'une part, pour assurer l'amélioration continue du niveau de mobilisation des ressources fiscales et non fiscales et, d'autre part, pour maintenir la bonne exécution de la dépense publique.



Direction Générale du Budget www.budgetbenin.bj